



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2020-07-01 / 2020-07-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mercredi 1^{er} juillet.

Homélie de Son Eminence Fridolin Cardinal AMBONGO BESUNGU, Archevêque Métropolitain de Kinshasa, le 30 juin 2020 à l'occasion du 60ème anniversaire de l'Indépendance de la RD Congo

Liturgie de la Parole du mardi 30 juin 2020 (60 ans de l'Indépendance de la RDC)

1ère lecture : Exode 13, 3-10

Psaume 5, 6-8

Evangile : Matthieu 25, 14-30

Excellence Monseigneur le Vicaire Général,

Chers Frères et Sœurs dans le Seigneur,

Chers Compatriotes

1. La RD Congo, notre pays, célèbre aujourd'hui un jour exceptionnel : le 60ème anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. Nous n'avons pas le droit sacrifices et du sang versé par les vaillants fils et filles du Congo.

2. Comme nous l'avions entendu dans la première lecture, à la sortie d'Egypte, Moïse avait dit aux Israélites : « Souvenez-vous de ce jour » (Ex 13,3.8). Et nous peuple Congolais, nous avons ce grave devoir de mémoire, de nous souvenir de ce jour. Seulement, l'événement que nous célébrons aujourd'hui est aussi, en partie, à la source de notre malheur d'aujourd'hui. Contrairement aux pays voisins, l'indépendance du Congo, obtenue le 30 juin 1960, a été une indépendance plus rêvée que réfléchie : alors qu'ailleurs, on réfléchissait sur le sens de l'indépendance, on préparait les gens aux conséquences de l'indépendance ; nous, au Congo, nous rêvions l'indépendance ; de telle sorte que notre indépendance a été rêvée avec émotion, avec passion, avec l'irrationalité, au point qu'à ce moment-là, nous ne savions pas ce qui nous attendait le lendemain. La conséquence sur le comportement des Congolais qui ont eu à accéder des responsabilités continue encore à se vérifier aujourd'hui.

3. Rêver de l'indépendance signifiait pour les Congolais de l'époque : accéder à l'indépendance pour occuper les postes des Blancs, s'asseoir sur les sièges des Blancs, jouir des avantages qui étaient réservés aux Blancs et pas aux Indigènes à l'époque. Accéder à l'indépendance signifiait pour beaucoup, la fin des travaux forcés, justement ; mais au-delà des travaux forcés, l'indépendance était comprise comme la fin de tous les travaux salissants. A l'indépendance, nous ne ferons plus des travaux de terre, nous serons tous des chefs. Nous allons occuper les postes des blancs. Le lendemain de l'indépendance, et cela s'est vérifié avec la décision de la zaïrianisation : les Congolais ont occupé les postes des Blancs. Et étant donné qu'ils ne comprenaient rien de ce que faisaient les Blancs quand ils occupaient tel ou tel poste, l'exercice d'autorité, l'exercice des charges, que ce soit des charges politiques ou dans le socio-économiques ou dans l'administration a été compris comme l'occasion de jouir comme les Blancs.

4. Ainsi, l'exercice d'autorité au Congo a été compris comme une occasion de jouissance. On accède au pouvoir pour jouir, non pas rendre service à ceux qui sont sous ma responsabilité mais pour jouir comme le Blanc. Alors que ce dernier, quand il était assis sur ce fauteuil, il ne faisait pas que jouir. Il travaillait. Il comprenait le sens de son travail. Nous, par contre, nous avons mis de côté le service à rendre aux autres et nous avons mis l'accent sur la notion de la jouissance.

5. Un regard rapide sur les soixante ans qui viennent de se passer montre que ce grand rêve des Congolais a été progressivement brisé par une série des faits et événements. Nous avons connu la succession des régimes autocratiques qui arrivent au pouvoir comme les colons sans aucun souci de la volonté du peuple et cela continue jusqu'aujourd'hui : par la force, les guerres ou par la ruse, la fraude et en installant un système égoïste dans la gestion de la chose publique au lieu de promouvoir le bien-être commun du peuple congolais à qui on estime qu'on a aucun compte à lui rendre parce que ce n'est pas à grâce de lui qu'on est arrivé au pouvoir. On ne se sent pas du tout redevable à ce peuple. A cela s'ajoutent la culture de l'impunité pour les grands. On sanctionne les petits qui volent une poule, qui vole une chèvre, qui donne un coup à quelqu'un. Il peut se retrouver à Makala. Les grands, c'est l'impunité totale. Heureusement qu'il y a quelque chose qui commence à bouger. Il y a l'acharnement de la majorité parlementaire actuelle à faire main basse sur la CENI et la Magistrature. Ce sont des pratiques qu'on ne peut jamais tolérer. Parce que nous savons que de ces deux Institutions, dépendent l'indépendance du peuple. Et ses principes sont consacrés dans l'Etat de droit. Quand on parle de l'Etat de droit, il y a ces principes-là : l'indépendance de l'organe qui organise les élections et l'indépendance de la Justice, de la Magistrature. Si vous n'avez pas ces deux-là, oubliez l'importance qu'on puisse accorder au peuple.

6. Comment comprendre que 60 ans après son accession à la souveraineté internationale, le peuple congolais continue à s'appauvrir au point d'être classé aujourd'hui parmi les peuples les plus misérables de la terre. L'inviolabilité de son territoire n'est vraiment pas garantie et le projet de la balkanisation du Congo toujours à l'ordre du jour. Quand nous regardons tout ce qui se passe à l'Est du pays, la situation à Ituri, avec l'insécurité organisée, malheureusement par certains responsables à partir de Kinshasa ; la situation à Beni-Butembo, avec les ADF-NALU qui sont toujours là. Comment expliquer que toute une armée du pays comme le Congo ne soit pas capable de déloger ces quelques individus qui sont dans la brousse à Beni. Et pourtant, vous vous en souviendrez qu'au mois de janvier, l'Armée avait solennellement annoncé ici la fin de ces Mouvements ADF-NALU qu'elle avait pris le contrôle de tout le territoire et qu'elle les avait mis hors d'état de nuire. Pourtant, ils sont toujours là et toujours menaçants. Il y a la situation au Sud-Kivu, dans le Diocèse d'Uvira, autour de Minembwe, où les Armées des pays voisins viennent s'affronter chez nous : Rwanda et le Burundi. Et que dire de la situation au Tanganyika : même la Zambie qui, jusque, est considérée comme un pays ami, se permet d'occuper notre territoire. La vérité est que le Congo qui a 9 voisins, tous sont présents chez nous : soit par leurs Armées, c'est la plus part des cas ; soit par leurs immigrés. Nous savons que derrière les immigrés se cache la politique d'occupation de notre pays. C'est le cas de Grand Nord, avec les réfugiés venant de Centre-Afrique et avec les éleveurs Mbororo. Quant à la spoliation de ses ressources naturelles, elle se fait au grand jour, avec la complicité des certains Congolais, sans que la population ne puisse en profiter réellement.

7. Nous devons bien le reconnaître, chers frères et sœurs, après 60 ans d'indépendance, le constat est sans appel : nous avons honteusement échoué. Nous n'avons pas été capables de faire du Congo un pays plus beau qu'avant. Nous n'avons pas aidé notre peuple à redresser son front plus que jamais courbé. En tout, nous avons collectivement failli.

8. Que devons-nous faire ? L'évangile de ce jour nous invite à la responsabilité. Car chacun de nous aura à rendre compte devant Dieu de ce qu'il aura fait de ses talents, de ce beau pays aux potentiels immenses : qu'avez-vous fait de votre pays ? C'est la question qui nous sera posée lorsque nous présenterons devant le Tribunal Suprême. Qu'avez-vous fait de toutes ces richesses, de toutes ces potentialités que je vous ai données gracieusement. A question, ce n'est pas la classe politique qui va aider le pays à sortir de la détresse. Nous devons sortir de cette mentalité comme on l'entend souvent à la cité : que le Président ou le Gouvernement vienne faire ceci ou cela. Ce sont des comportements irresponsables. C'est le peuple lui-même.

9. Nous savons très bien que la coalition CACH-FCC qui est au pouvoir depuis plus d'une année. Cette coalition sait très bien comment elle avait foulé au pied la volonté du peuple pour en arriver là. La coalition sait. Maintenant, ses membres le disent. Malgré tout, le peuple avait fini par se résigner et accepter le fait accompli. Un peu comme dans le récit de Jacob qui avait volé la bénédiction destinée à son frère aîné Esau (cf. Gn 27), le peuple espérait que du mal originel pouvait sortir un bien. Malheureusement, le constat est là.

10. Il n'y a de coalition au pouvoir que de nom. De part et d'autre, c'est le désamour, le cœur n'est plus à l'ouvrage. Au lieu de travailler ensemble autour d'un programme commun de gouvernement, les Coalisés ne se font plus confiance. Ils ont développé un rapport dangereux de rivalité qui risque d'entraîner tout le pays dans le chaos définitif. Pendant ce temps, l'action gouvernementale est complètement paralysée et le service légitime à rendre à la population est sacrifié. Le peuple est abandonné. En définitive, la coalition au pouvoir a perdu sa raison d'être. Elle devrait normalement disparaître. C'est de la responsabilité de ceux qui se sont coalisés, le Président et le Président sortant, de faire éclater cette coalition qui conditionne le développement de notre pays. Et aussi longtemps que cette coalition sera là, il n'y a rien à espérer de nos Gouvernants. C'est inacceptable.

11. Nous dénonçons les vellétés actuelles, surtout de la Majorité parlementaire actuelle, qui tendent à remettre en question les espoirs de la population pour un pouvoir judiciaire réellement indépendant et au service du pays, et non des individus, et aussi pour une CENI au-dessus de tout soupçon. Sur ces deux points : la position de l'Eglise Catholique est claire.

1) Autour de la question de la CENI, nous notons de la part de la Présidente de l'Assemblée Nationale une attitude de mépris vis-à-vis de l'Eglise Catholique, de l'Eglise Protestante et de la population congolaise. Ces deux Eglises qui représentent plus de 80% de la population congolaise ont dit non à la nomination d'un personnage qui a déjà fait ses preuves dans les fraudes électorales. Malgré le non de ces deux Eglises, Madame la Présidente continue tranquillement à faire croire au peuple les Confessions religieuses se sont réunies pour signer un document pour la candidature de ce Monsieur qui était le cerveau-moteur du système Naanga. Nous n'en voulons pas.

2) La deuxième preuve du mépris que l'Assemblée Nationale a pour le peuple, c'est par rapport à ces trois lois Minaku-Sakata. Le peuple n'en veut pas. L'Eglise Catholique, l'Eglise protestante, les Associations Civiles se sont prononcées massivement contre ces lois qui ne visent qu'à protéger ceux qui se sentent coupables. Et là, nous notons aussi une attitude de mépris, d'arrogance qui a caractérisé l'ancien système. Nous ne l'acceptons pas. Dès lors, et à l'occasion de la célébration de l'indépendance de notre pays, je lance cet appel à l'ensemble de notre peuple, de notre population, à la Société Civile, à l'Eglise Catholique qui est déjà à l'ordre de marche, à l'Eglise Protestante à s'élever, à redresser le front pour faire barrage à ces vellétés qui n'ont comme unique objectif que de protéger les intérêts partisans de ceux qui ne veulent pas d'une justice juste. Les jours à venir seront difficiles. Et je tiens ici à demander au peuple de se tenir en ordre de marche. Lorsque le moment viendra, lorsqu'ils s'obtiendront à faire passer ces lois et ce personnage à la tête de la CENI, il faudra qu'il nous trouve sur leur chemin. On ne peut pas continuer, après 60 ans de l'indépendance du pays, à gouverner par défi, par mépris du peuple, par mépris de l'Eglise Catholique et de l'Eglise Protestante.

12. Que par l'intercession de nos Bienheureux Martyrs, Isidore Bakanja et Marie-Clémentine Anuarite, Dieu libère le Congo de tous ceux qui l'écrasent et le conduise à sa pleine souveraineté.

+ Fridolin Cardinal AMBONGO BESUNGU, ofm cap
Archevêque Métropolitain de Kinshasa

Coronavirus : 83 nouveaux cas confirmés, 1 785 personnes guéries. Selon le bulletin de l'équipe de riposte, 63 cas sont enregistrés à Kinshasa, 8 dans le Haut-Katanga, 6 au Nord-Kivu, 3 à Lualaba et 3 à la Tshopo. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 7 122. Au total, il y a eu 175, soit 2,45% de taux de létalité. 196 cas suspects sont détectés après investigations, 686 échantillons testés, 5 nouveaux décès des cas confirmés, dont 4 décès communautaires au Kongo Central et 1 décès à Kinshasa aux Cliniques universitaires de Kinshasa. 359 nouvelles personnes sorties guéries, indique le bulletin quotidien de l'équipe de riposte. **Coronavirus à Bukavu : les gestes barrières peu suivies, les bars fonctionnent normalement.** La distanciation physique est totalement bafouée, même le port de cache-nez. La plupart de débits de boissons reprennent le fonctionnement normal depuis quelques jours. Des dizaines de personnes s'entassent côte à côte et discutent sans tenir compte de la réalité de Covid 19. Le transport en commun prend autant de

passagers avec ou sans cache-nez. À peine une personne sur dix porte le masque de protection contre coronavirus. Des manifestations, dont les deuils et autres sont organisées sur la place publique avec des dizaines de personnes entassées.

Les femmes absentes de la vie politique aux premières heures de l'indépendance. Aucune femme n'a par exemple pris part à la réunion de janvier 1960 appelée « Table ronde » à Bruxelles. Ces assises ont ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de l'ancienne colonie belge. Selon Raphael Mpanu Mpanu Bibanda, journaliste et homme politique (de l'époque), cette absence des femmes pourrait être expliquée par les pesanteurs culturelles et le manque d'instruction de la gent féminine de cette époque. C'est bien plus tard, dans les années 60 que la RDC affiche la première femme universitaire, au nom de Sophie Madeleine Kanza. Et c'est sous le régime du président Mobutu que plusieurs visages féminins font leur apparition avec notamment Soki Fuani, Nzuzi wa Mbombo, Ekila Liyonda, Ndombe Sita et tant d'autres. Cette ouverture de l'espace politique à la femme, a contribué à l'émergence d'une gent féminine dynamique qui a incité bien de jeunes femmes à se lancer dans le combat pour la promotion des droits de la femme.

Ituri : les groupes armés ont tué plus de 1 700 personnes en 6 mois (Société civile). Selon le rapport de la société civile de l'Ituri, il se ne passe pas un jour sans que les groupes armés Codeco, ADF, FPIC et les Maï-Maï ne commettent des exactions contre la population. 14 517 maisons parmi lesquelles 140 infrastructures scolaires ont été incendiées par des hommes armés, ajoute le rapport, qui indique que plus de 3 millions d'habitants ont fui les différentes attaques de ces milices.

La société civile de l'Ituri plaide pour l'assistance en vivres aux déplacés disséminés dans la province.

L'Unicef remet 1 500 téléphones au PEV pour un monitoring en temps réel. « Nous avons distribué aujourd'hui 1 500 téléphones avec des SIM adéquates pour justement remonter l'information et avoir l'information. D'après le « plan Mashako », il s'agit surtout de faire du monitoring en temps réel. Et donc ce matériel va nous permettre effectivement d'avoir des données. Et lorsqu'on a des données en temps réel, le PEV va pouvoir immédiatement prendre des mesures dans la zone de santé pour essayer de prévenir », a expliqué Edouard Beigbeder. Pour lui, il s'agit, selon cette approche, de prévenir plutôt que de guérir, et de proposer des réponses d'urgence.

Kinshasa : le Centre hospitalier Initiative plus inauguré dans la commune de la Nsele. Construit sur l'initiative de Olive Lembe, épouse du sénateur Joseph Kabila, ce nouvel hôpital, désormais opérationnel, est principalement au service des populations de la partie Est de Kinshasa. Situé au quartier Sicotra, dans la zone de zone de santé de la Nsele, le CHIP a une capacité d'accueil de 120 lits. Il dispose d'une banque de sang, d'un laboratoire de biologie, d'une pharmacie, d'un département d'imagerie médicale avec un scanner, une radio, une mammographie et une échographie. Le CHIP se veut d'offrir des soins de qualité, à des prix à la portée de toutes les bourses. La consultation est fixée à 7000 Fc (moins de 5 USD) et un examen de scanner reviendra à 80 USD. L'initiatrice du projet, Marie Olive Lembe souligne que ce centre de santé vient contribuer en ce moment précis aux efforts consentis à travers le monde contre la pandémie de covid-19.

Baisse de violations des droits de l'homme (ONU). La RDC a enregistré une baisse des violations des droits de l'homme en mai 2020, soit 701 violations contre 768 en avril. La proportion des violations perpétrées sur l'ensemble du territoire national est de 38% pour les agents de l'Etat. Il s'agit notamment d'exécutions extrajudiciaires d'au moins 44 personnes, neuf femmes et cinq enfants. Le rapport attribue 62% de violations aux groupes armés, auteurs d'exécutions sommaires d'au moins 275 personnes. Autre détail : près de 97% des violations ont été commises dans les provinces affectées par les conflits, entraînant ainsi la mort d'au moins 313 civils, dont 60 femmes et 55 enfants. Tandis que provinces non affectées par les conflits en ont connu 22 violations, commises en totalité par les éléments des Fardc et la police pour la même période.

60-eme anniversaire de l'indépendance de la RDC : Félix Tshisekedi accorde une grâce présidentielle collective à certains prisonniers. Dans une ordonnance signée le 30 juin, le président de la République a accordé une grâce présidentielle portant mesure collective de grâce. Selon l'ordonnance, la remise de la peine restant à exécuter est accordée à toute personne condamnée à une peine de servitude pénale ou de travaux forcés inférieure à 5 ans, dont la décision est devenue irrévocable à la date du 30 juin 2020. Notons que la remise, la réduction et la commutation des peines ne sont pas accordées aux fugitifs ou aux personnes condamnées pour les crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, violences sexuelles, corruption ou détournement, rémunération illicite, assassinat meurtre, association des malfaiteurs, etc.

Jeudi 2 juillet.

Coronavirus : 532 nouvelles personnes sortie guéries. Ce qui porte le total des guéris à 2 317 sur un cumul de cas de 7 189, soit un taux de guérison de 32,2% depuis le début de la déclaration de l'épidémie. Au total, il y a eu 176 décès

représentant un taux de létalité de 2,44%. 67 nouveaux cas confirmés ont été enregistrés en RDC, dont 49 à Kinshasa, 7 au Kongo Central, 4 au Sud-Kivu, 3 au Nord-Kivu, 2 dans le Haut-Uélé et 2 à Lualaba. 143 cas suspects détectés après investigations, 662 échantillons testés, 1 nouveau décès des cas confirmés. **Lutte contre la Covid-19 : le Conseil de sécurité exige une cessation immédiate et mondiale des hostilités.** 112 jours après que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a qualifié la Covid-19 de pandémie, le Conseil de sécurité a finalement adopté une résolution sur cette question de santé mondiale qui affecte la paix et la sécurité internationales. Dans cette résolution, les quinze membres du Conseil demandent également à toutes les parties aux conflits armés à travers le monde de s'engager immédiatement dans « une pause humanitaire durable » pendant au moins 90 jours consécutifs. Cette pause doit permettre l'acheminement de l'aide humanitaire en toute sécurité, sans entrave et de façon durable ainsi que la fourniture de services connexes par des acteurs humanitaires impartiaux, conformément aux principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Elle doit également permettre de procéder à des évacuations médicales, conformément au droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit des réfugiés, le cas échéant. **Kananga-COVID19 : «Ensemble pour la république» remet des masques et des thermos flash à une zone de santé.** Pour Me Albert Nkashama, membre de cette formation politique, ce don est une expression de la solidarité nationale portée par son leader, Moïse Katumbi. Les masques seront destinés principalement aux prestataires de santé.

Un projet de calendrier scolaire réaménagé a été élaboré (ministre) « Il n'y aura pas d'année blanche. Un projet de calendrier scolaire réaménagé a été élaboré. Le ministère de l'EPST a pris des dispositions techniques nécessaires pour que dès que la décision sera prise par le Chef de l'Etat, les cours reprennent », a renseigné Willy Bakonga. « La durée de l'année scolaire est fixée à 180 jours de classe au minimum et à 220 jours au maximum. Démarrée le 2 septembre 2019, l'année scolaire 2019-2020 devrait se clôturer le 2 juillet 2020. Mais le Chef de l'Etat a fermé les écoles le 19 mars 2020 pour éviter la propagation du Coronavirus. Les élèves ont totalisé 150 jours de classe sur le minimum requis de 180 jours. Il ne nous reste que 30 jours de cours y compris les périodes d'examens pour que l'année scolaire 2019-2020 soit clôturée ».

Le Congo n'est pas à vendre demande à la justice de divulguer les résultats de l'enquête sur la Gecamines. Cette ONG demande à la justice d'annoncer les mesures légales qu'elle entend prendre pour qu'un paiement de Glencore à la Gecamines ne soit pas versé à l'homme d'affaires Dan Gerlter, qui fait l'objet de sanctions imposées par les États-Unis. Le parquet général près la cour d'appel de Kinshasa/Gombe qui enquête sur la GECAMINES, après avoir auditionné ses instances dirigeantes à Kinshasa, estime pour sa part que l'instruction pré juridictionnelle reste secrète et inquisitoriale. Elle peut durer aussi longtemps que possible, fait remarquer le parquet.

Le HCR dénonce les attaques contre les déplacés dans l'Est de la RDC. Le porte-parole du HCR à Genève rapporte des témoignages sur la terreur créée par les groupes armés parmi les déplacés dans des sites d'hébergement. Sans nommer ces groupes armés, le HCR rappelle les récits des tueries, des mutilations, des violences sexuelles et des pillages perpétrés contre la population déplacée, en raison de son soutien présumé aux militaires. Selon la même source, plus d'un million des Congolais ont rejoint les pays voisins, fuyant l'insécurité dans leur pays.

Beni : la société civile demande l'évaluation de la gestion de fonds alloué à la lutte contre Ebola. Edgard Mateso, premier vice-président de la société civile du Nord-Kivu, part du constat selon lequel, il y a un laisser-aller dans le suivi des personnes guéries de la maladie à virus Ebola. Il déplore par ailleurs les arriérés de salaires du personnel qui a travaillé dans la riposte, alors que d'après ses informations un fond a été débloqué pour la rémunération.

Bas-Uélé : démission du ministre provincial de l'Education, Blaise Bakabate. Dans sa lettre adressée au gouverneur de province Valentin Senga, le ministre Bakabate explique qu'il a quitté ses fonctions « pour des raisons qui lui sont évidentes », sans plus de précisions. Personne ne connaît les vraies raisons du départ de l'ancien ministre de l'Education. Ce qui fait dire aux observateurs que le ministre et son chef ont opté pour la « prudence » pour ne pas blesser certaines susceptibilités. Cependant, dans les milieux politiques locaux, quelques indiscretions laissent entendre que « des problèmes d'argent seraient le soubassement du conflit entre les deux personnalités. »

Kinshasa : lancement de la campagne de vulgarisation de la plante Artemisia. L'objectif de cette campagne est d'arriver à zéro malaria d'ici 2023, indique Patricia Maisha, membre du secrétariat exécutif du Réseau Femmes et Artemisia. Elle appelle les Congolais de bonne volonté à financer les recherches scientifiques sur cette plante qui, selon elle, est une solution pour plusieurs maladies. Elle note que cette campagne sera axée sur les vertus de la plante Artemisia.

Mai-Ndombe : permutations à l'EPST, des agents payés remplacés par les non payés (Société civile). Les mutations et les permutations opérées dans le secteur de l'Enseignement primaire, secondaire et technique dans le Mai-Ndombe se font sans tenir compte de la position salariale des agents. Dans une déclaration la société civile indique que les agents payés sont

remplacés par ceux non payés. Cette situation qui est générale dans tout le Mai-Mdombe trouble la paix de ces agents qui ont refusé de procéder à la remise et reprise partout, fait-il remarquer.

Les nouveaux dirigeants de la SNCC s'engagent à combattre la corruption. Le président du conseil d'administration sortant, Fridolin Kasweshi, a expliqué les différentes péripéties qu'a connues la SNCC ces vingt dernières années, caractérisées notamment par la baisse de la production et par moment de multiples remous sociaux des agents. Pour lui, la SNCC a besoin de réformes pour qu'elle se maintienne. Fabien Mutomb, le tout nouveau directeur général, a indiqué que le mal était profond et que la SNCC était malade. Selon lui, l'espoir d'y croire est encore permis. Pour cela, il a invité les uns et les autres au travail, avant de s'engager à mener une lutte contre corruption au sein de la société. Il compte relever ce défi avec le transport des minerais, dont il veut obtenir 20% de charges pour booster la SNCC.

La RDC a connu 60 ans de mauvaise gouvernance publique (Matata Ponyo). Soixante ans après les indépendances, l'Afrique aujourd'hui produit 2% de la production mondiale et moins de 7 % du commerce mondial. La RDC est parmi les pays les plus reculés de l'Afrique, ce qui traduit plus de 60 ans de mauvaise gouvernance publique, a affirmé mercredi 1er juillet le sénateur Augustin Matata Ponyo. Pour permettre aux pays africains et à la RDC de décoller, comme la Chine et les Etats-Unis, le sénateur Matata Ponyo plaide pour un leadership fort et une gouvernance de qualité. 60 ans après son indépendance, le pays ne fait que régresser au point d'être parmi les plus pauvres du monde, s'indigne-t-il.

Kongo-Central : 25 de 38 députés provinciaux exigent la démission de leur président. Il lui est également reproché « le détournement des émoluments de certains collègues députés provinciaux, des violations à répétition du règlement intérieur, le dysfonctionnement de l'assemblée par son absence prolongée et injustifiée de la province et la confiscation des attributions des organes réglementairement prévues et de certains membres du bureau, l'éthique douteuse », note le rapporteur adjoint.

Global Witness et Plaaff demandent à la RDC de geler les avoirs de Dan Getler. « Des sanctions, Mines de rien » est le titre du rapport publié mercredi 1er juillet sur Dan Getler, l'homme d'affaires israélien, par Global Witness et Plaaff, la plateforme de lanceurs d'alertes d'Afrique. Global Witness et Plaaff, recommandent entre autres au gouvernement de la RDC d'adopter des mesures conservatoires contre Getler et ordonner la saisie et le gel de tous les biens lui appartenant. Le rapport lui demande aussi de mettre un terme, publier toutes les affaires conclues avec Getler et de commander un audit indépendant de toutes les sociétés minières publiques, y compris la Gécamines. Selon ce rapport, Dan Getler aurait utilisé un réseau international de blanchiment d'argent, déployé de la RDC à l'Europe et Israël, pour échapper aux sanctions américaines. Ce réseau l'a probablement aidé à faire passer des millions à l'étranger et à conserver son accès au secteur minier de la RDC.

Afriland First Bank accuse Global Witness et Plaaff de corruption. Citée dans le rapport de Global Witness et Plaaff sur Dan Getler et le pillage des ressources naturelles en RDC, Afriland First Bank porte plainte à Paris contre ces ONG. Elle les accuse de pratiques de corruption dans leur enquête. Elle parle des documents bancaires volés en son sein et falsifiés afin d'incriminer son client Dan Getler. Actes jugés déloyales et répréhensibles selon la plainte déposée au tribunal judiciaire de Paris par les avocats de Afriland Bank. Afriland First Bank parle de neuf infractions commises par ces organisations internationales et leurs collaborateurs dans leur enquête. Parmi elles, figurent la violation du secret bancaire, la dénonciation calomnieuse, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, la corruption et le vol.

Butembo : retour progressif des déplacés de Kirumba. Certains déplacés, qui étaient hébergés dans des familles d'accueil en commune rurale de Kirumba au sud de Lubero, ont commencé à regagner leurs villages ; faute d'assistance à leur égard. Ces déplacés étaient arrivés à Kirumba dépourvus de tout. D'après Kambere Bonane, président de la société civile de cette municipalité, ces habitants ne vivent que de l'agriculture dans leurs villages respectifs, dont Kimaka, Mbughavyinywa, Luhanga, Bunyatenge et Kasiki. Ils sont ainsi obligés d'aller récolter des vivres dans leurs champs pour la survie de leurs familles. La semaine dernière, les affrontements se sont déroulés la semaine dernière dans les villages précités entre les groupes Mai-Mai du général auto-proclamé Kabido et le NDC Rénové de Guidon. Ce dernier a repris le contrôle de ces villages, ajoute la même source, qui fait savoir également que jusqu'à présent, aucune assistance n'a été apportée aux déplacés qui ont fui ces combats.

Assemblée nationale : l'examen des lois Minaku-Sakata renvoyé à la session de septembre. Les propositions de lois des députés Minaku et Sakata sur la réforme du système judiciaire congolais ont été analysées et adoptées jeudi 2 juillet par la commission politico-administrative et juridique (PAJ). D'après les initiateurs de ces lois, le rapport de la PAJ sera déposé au bureau de l'assemblée nationale vendredi 3 juillet. Cependant, soulignent-ils, l'actuelle session parlementaire qui prend fin dans quelques jours ne permet pas de traiter de manière très approfondie ces lois.

L'Assemblée nationale entérine Ronsard Malonda comme nouveau président de la Ceni. L'entérinement de l'assemblée nationale intervient alors que plusieurs voix se sont élevées dont celle de l'Eglise catholique, de l'opposition pour dénoncer des "manœuvres" orchestrées pour la désignation du nouveau président de la Commission électorale nationale indépendante, Ceni. Dans un communiqué, l'Assemblée nationale rappelle l'article 12 de la loi organique de la Ceni qui limite son rôle à l'entérinement des décisions des composantes habilitées à en désigner les membres dont les confessions religieuses dans le cas précis de son président. Elle invite par ailleurs les différentes composantes responsables de la désignation des autres membres de la Ceni à s'activer dans un délai raisonnable, pour se conformer à cet impératif légal de l'article 12 de la loi organique de la Ceni, conclut le communiqué.

Vendredi 3 juillet.

Coronavirus : 7.311 cas confirmés, 179 décès et 2.684 personnes guéries

Kananga : les jeunes dans la rue pour soutenir la destitution de Martin Kabuya. Ces jeunes l'accusent de vouloir s'accrocher au gouvernorat de la province, après le vote de la motion de censure contre son gouvernement. Les avocats du gouverneur démis de ses fonctions par l'assemblée provinciale regrettent le refus de la cour d'appel d'examiner leur requête sur la suspension de la décision de l'assemblée provinciale. La Cour, elle, dit ne pas être compétente pour statuer sur cette matière. Entre temps, un télégramme du ministre de l'Intérieur circule, autorisant au vice-gouverneur de province d'expédier les affaires courantes. Le gouvernement de Martin Kabuya a été renversé par les députés provinciaux le 24 juin.

Beni : les étudiants réclament la reprise des cours. Ils ont, pour ce faire, organisé une marche jeudi le 2 juillet dans cette ville. D'après eux, après une période morte due à la crise sanitaire, les cours devraient reprendre parce qu'il faut apprendre à vivre avec la Covid-19. Ces étudiants pensent que la reprise des cours sera un moyen pour continuer à sensibiliser sur les mesures préventives contre toutes ces maladies. Au moins dix étudiants ont été interpellés par la police pour avoir bravé l'interdiction des rassemblements publics en cette période de l'Etat d'urgence.

Sud-Kivu : situation sécuritaire préoccupante dans les hauts plateaux d'Uvira et de Mwenga. Les représentants des déplacés internes à Bijombo ont dénoncé une forte concentration de groupes armés, notamment les présumés Twigwaneho à Kamombo, dans le territoire de Fizi. Ils l'ont dit à une mission conjointe d'évaluation de la Monusco qui s'est rendue depuis mercredi 1er juillet dans les hauts plateaux de Mikenge, en territoire de Mwenga et à Bijombo, dans le territoire d'Uvira. Certaines sources locales à Bijombo affirment que des jeunes auraient quitté Minembwe en direction de la forêt de Bijabo pour venir en aide au colonel mutin des Fardc Michel Rukunda. Ils auraient l'objectif d'attaquer le village de Kipupu qui est le bastion des combattants maï maï dans le secteur d'Itombwe, en territoire de Mwenga.

Tanganyika : 7 morts dans une attaque contre le village de Mugunga dans le territoire de Nyunzu. Sept personnes ont été tuées et huit autres blessées à coups de flèches, c'est le bilan de l'attaque des combattants twas dans la nuit de jeudi 2 juillet contre le village Mugunga entre les localités Lengwe et Mulunguyi dans le territoire de Nyunzu.

Kasaï-Central : le gouverneur intérimaire lance «un appel à la sagesse». «Après le premier conseil de sécurité, nous avons décidé de lancer un appel à la sagesse de la population pour que tout le monde se calme. Nous ne voulons donc pas qu'il y ait des tireurs de ficelles qui paient des motos à gauche et à droite pour envenimer la situation», a déclaré Ambroise Kamukuny, le vice-gouverneur. Pendant toute la journée, des jeunes conducteurs de motos ont sillonné la ville scandant des chansons hostiles au gouverneur de province, Martin Kabuya, l'accusant de vouloir s'accrocher à son poste malgré l'adoption d'une motion de censure contre son gouvernement. Par ailleurs, Ambroise Kamukuny a annoncé que son gouverneur Kabuya a introduit un recours auprès de la Cour constitutionnelle.

Plus de 200 chinois rejoignent leurs postes dans le Lualaba après quelques semaines d'absence. 218 ressortissants chinois ont débarqué lundi 29 juillet à l'aéroport de Luano pour rejoindre leurs postes de travail dans la province du Lualaba. Leur arrivée dans un contexte de la covid-19 a créé une psychose dans la population. Certains habitants s'interrogent pourquoi les autorités ont-elles laissé entrer un si grand nombre des chinois dans la ville pendant que la province fait face à la montée du nombre des cas malades de la Covid-19. A Kolwezi, leur destination finale, aucune autorité n'a été joignable pour donner d'amples détails sur cette question.

Uvira : le général Gaby Boswane appelle la population à se désolidariser des groupes armés. « Je crois qu'il serait important, dans un premier temps, de profiter du message du chef de l'état pour que toute la population, tous les notables, tous les chefs de groupements, bref, tout le monde puisse conscientiser les enfants de déposer les armes. Si cela est fait, je

crois qu'il n'y aura pas ces combats-là dans les hauts plateaux. Vous savez que lorsque les Fardc interviennent, elles ont toujours été accusées de manière arbitraire, soit d'appuyer une telle ou telle autre communauté. Mais la meilleure façon de protéger la population, je dis que la population elle-même, les notables, les leaders d'opinion que vous êtes, tout le monde doit contribuer pour que ces jeunes gens armés ne puissent pas détenir les armes et mener des combats contre l'armée. » Il a appelé qu'en dehors de ces groupes armés locaux, il y a la présence des groupes armés étrangers ici.

Ceni : le choix de Ronsard Malonda « consacre la médiocrité des élections de 2023 » (Cenco). « Ce choix a été fait avec beaucoup d'irrégularités, sur base d'un faux document, un procès-verbal qui n'est pas régulier. Ce choix consacre la médiocrité des élections de 2023, croyez-moi, car M. Ronsard a déjà fait ses preuves en tricherie », suppute l'Abbé Nshole, secrétaire de la Cenco, qui pense que « c'est un « grand pas en arrière pour la RDC. » Selon lui, ceux qui seront en 2023 au Parlement seront de nouveau des personnes nommées, qui n'auront pas de comptes à rendre à la population congolaise. L'Abbé Donatien Nshole dit espérer que le chef de l'Etat utilisera son pouvoir pour ne pas cautionner cette décision.

L'entérinement de Ronsard Malonda à la tête de la Ceni est « irrégulier », selon Steve Kivuata. Le Secrétaire général du parti politique Nouvel élan, Steve Kivuata, révèle que le document sur lequel les députés nationaux se sont basés ne porte la signature ni du président, ni du vice-président des confessions religieuses. Pour lui, les députés ont travaillé sur base « d'un faux document. » Il pense que M. Malonda est à la solde du Front commun pour le Congo (FCC), plateforme électorale de l'ancien président Joseph Kabila. L'entérinement par l'Assemblée nationale de la candidature de Ronsard Malonda intervient alors que plusieurs voix se sont élevées dont celle de l'Eglise catholique, de l'opposition pour dénoncer des « manœuvres » orchestrées pour la désignation du nouveau président de la Ceni.

L'Assemblée nationale a entériné le choix des confessions religieuses porté sur Ronsard Malonda (Didi Manara). A la séance plénière de jeudi 2 juillet, les députés ont pris connaissance du contenu du procès-verbal de désignation des délégués des confessions religieuses au bureau de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour l'entérinement. « Le PV nous a renseigné que sur les 8 candidats qui ont pris part à la compétition, M. Ronsard Malonda a obtenu 6 voix sur 8. Le rôle de l'Assemblée nationale est uniquement celui de l'entérinement du choix porté par le collectif des chefs religieux, et cela au regard de la loi portant organisation et fonctionnement de la Ceni », a expliqué Didi Manara. Il a ajouté que l'Assemblée nationale s'est prononcée sur une majorité écrasante qui a estimé que le procès-verbal était clair et que la chambre basse ne pouvait qu'entériner le choix de ce chef religieux.

Kwilu : la population doute de l'existence de Coronavirus et néglige les gestes barrières. A Bandundu, tout se passe normalement comme à l'accoutumée, la population ne respecte pas les gestes barrières, notamment la distanciation sociale et le lavage régulier des mains. Ce relâchement intervient alors que le nombre de personnes atteintes de la COVID-19 ne cesse d'augmenter en RDC, fait remarquer le médecin chef de zone urbano-rurale de Bandundu, Dr Steve Matoma. Il rappelle que la maladie existe bel et bien et appelle la population au respect des mesures d'hygiène.

L'UDPS « rejette catégoriquement » le choix de Ronsard Malonda à la tête de la Ceni. « La démocratie véritable respire au travers des élections libres, démocratiques, transparentes et apaisées qui ne peuvent être possibles qu'avec une CENI composée de personnalités dignes, intègres et irréprochables, bénéficiant de la confiance de tous », écrit Jean-Marc Kabundu. L'UDPS dénonce l'attitude malicieuse et répétitive du FCC consistant à créer des crises institutionnelles artificielles au pays, afin d'opérer en sourdine des passages en force dans des dossiers qui nécessitent un consensus national.

Samedi 4 juillet.

Reprise le 6 juillet de l'impression des passeports biométriques. A la fin du contrat liant l'entreprise Semlex et le gouvernement congolais depuis le 11 juin dernier, les deux parties s'étaient convenu de finaliser le processus de transfert de tout le patrimoine au 29 juin 2020. Le ministère des affaires étrangères précise par ailleurs que concernant les requérants ayant acheté les formulaires avant le 11 juin, les opérations de capture, impression et la livraison des passeports sont programmées du 13 au 31 juillet 2020. Aucune nouvelle vente des formulaires n'est autorisée avant l'apurement des arriérés, note encore le ministère des affaires étrangères.

Mbandaka : l'UNHAS apporte un soutien logistique à la lutte contre Ebola. Le service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies piloté par le Programme Alimentaire Mondial vient de poster un hélicoptère pour appuyer les humanitaires impliqués dans les opérations de riposte contre la COVID-19 et l'épidémie d'Ebola en Equateur. Depuis lundi 29 juillet, cet hélicoptère effectue des rotations entre Mbandaka, le quartier général des opérations, et les quatre différentes zones de santé jusque-là affectées. La durée de ce déploiement sera de 3 mois. Trois vols réguliers par semaine sont programmés ; chaque

lundi, mercredi et vendredi vers les localités de Bikoro, Bolomba, Iboko et Itipo, où sévit actuellement l'épidémie d'Ebola. Tandis que chaque mardi, jeudi et samedi, l'UNHAS va organiser des vols ponctuels sur demande des humanitaires.

Tshopo : l'UNFPA soutient les sages-femmes œuvrant dans les hôpitaux de Kisangani. L'hôpital général de référence de Makiso-Kisangani, celui de la Tshopo ainsi que de Mangobo sont les trois hôpitaux et maternités de la ville de Kisangani concernés par ce don du Fond des Nations Unies pour la population sont. Tous ont reçu chacun, une quantité importante des solutions hydroalcooliques, des bottes, des combinaisons ainsi que des seaux.

Beni : 2 civils tués dans une nouvelle embuscade des ADF à Mukoko. Selon des sources de la société civile locale, les assaillants ont attaqué un minibus en provenance de la province de l'Ituri. Les Fardc et les casques bleus de la Brigade d'Intervention de la Monusco sont immédiatement intervenus avant de neutraliser l'un des assaillants. D'après la même source, les deux civils blessés ont été évacués par les casques bleus vers l'hôpital général d'Oicha où ils reçoivent des soins appropriés. Les corps des civils tués se trouvent également à la morgue de cette structure sanitaire.

Désignation des membres de la Ceni : Felix Tshisekedi recommande d'aplanir les vues avant tout avancement dans ce processus. Le président Felix Tshisekedi a donc recommandé qu'un tel processus qui impacte la politique générale du pays, soit conduit dans un esprit de consensus, d'apaisement et dans le strict respect des règles régissant cette plateforme. C'est pourquoi, « il recommande aux différents acteurs intervenants de prendre en considération les revendications des uns et des autres et d'aplanir les vues avant tout avancement dans ce processus. Il y va de la crédibilité même du processus électoral ».

Ituri : 11 morts dans une embuscade tendue par des éléments de la Codeco à Djugu. Les deux véhicules en provenance de Bunia sont tombés dans une embuscade des assaillants de la Codeco vers onze heures locales à 10 km de Gina, avant d'arriver à Pisto dans le Territoire de Djugu. Selon l'Administrateur du territoire, ces rebelles ont tiré sur le convoi escorté par des militaires et policiers. Sur le champ, onze personnes sont mortes. Parmi elles, quatre militaires et trois policiers. A bord de ces véhicules se trouvait l'Administrateur du territoire assistant de Djugu, chargé de l'économie et finances Kiza Mateso. Celui-ci fait partie des victimes. D'autres personnes ont été grièvement blessées. Alertés, les casques bleus marocains de la Monusco se sont rendus rapidement sur le lieu d'attaque pour appuyer les militaires des Fardc venus de Pimbo. Selon des sources locales, la présence de ces soldats de la Paix a fait fuir les assaillants.

Kinshasa : marche pacifique des mouvements citoyens contre Ronsard Malonda. Les mouvements citoyens dont Filimbi, Lucha, le Congolais debout, la Dynamique Katumbi président, ont organisé une marche samedi 4 juillet 2020 pour dire Non à l'entérinement de Ronsard Maloda par l'assemblée nationale comme futur président de la Ceni. « Si l'Assemblée nationale ne retire cette candidature, les mouvements citoyens promettent de continuer à manifester », a indiqué Pétronelle Bokombe, déléguée nationale du Congolais debout. La marche pacifique, partie de la 17ème rue à Limete a été dispersée à l'esplanade du Palais du peuple par la police à l'aide des coups de gaz lacrymogènes.

Kwilu : La coordination de la riposte à la covid-19 renvoie un homme testé positif à Kinshasa. Le coordonnateur du comité provincial de riposte de la covid-19 au Kwilu, Dr Jean Pierre Basake, rapporte qu'un homme en provenance de Kinshasa et accompagné de ses trois frères a été informé à son arrivée à Kikwit qu'il était positif au covid-19. La personne et ses trois frères se rendaient à Kananga avant que le résultat du test réalisé à Kinshasa ne lui parvienne. C'est à l'étape de Kikwit qu'il est informé de son état. La décision a été prise de les retourner tous les quatre à Kinshasa pour ne pas propager la maladie dans ce coin. Mais en attendant, ce patient est mis en isolement à Kikwit et est déjà sous traitement depuis vendredi 3 juillet, a indiqué Dr Jean Pierre Basake. La province du Kwilu compte à ce jour trois cas dont deux décès et un guéri.

Tanganyika : Emmanuel Mukundi condamne les récentes attaques de Nyunzu ayant causé la mort de 15 personnes. Le député Emmanuel Mukundi a condamné les récentes tueries perpétrées par la milice twa '‘Apa na pale’' dans le territoire de Nyunzu. Le bilan de cette attaque survenue au village Mugunga vient d'être revu à hausse et fait état de 15 personnes tuées par flèches, 8 autres blessées, selon le responsable local de la nouvelle société civile du Congo Germain Sango.

Insécurité dans le Masisi: la société civile de Bashali demande au gouverneur de se rendre sur place. Les groupes armés NDC/Rénové et les Nyatura se sont affrontés toute la nuit de vendredi 3 juillet dans la localité de Mpati. Il précise par ailleurs qu'un élément de la police locale a été tué jeudi 2 juillet décapité par des combattants Nyatura sur l'axe Mwesso-Kashuga.

Nord-Kivu : des jeunes procèdent à l'assainissement du lac Eduard. « Les jeunes réunies dans différentes associations : Panorama des jeunes, association des jeunes environnementalistes, nous nous sommes mis ensemble pour essayer de ramasser les bouteilles, ramasser les caoutchoucs qui sont dans des frayères et les amener au bord et les brûler, mais cela ne suffit pas. A la prochaine activité nous voulons que le gouvernement nous appuie, ou des bailleurs des fonds pour recycler les caoutchoucs que nous sommes en train de ramasser. »

Dimanche 5 juillet.

Covid-19 en RDC : 223 personnes sorties guéries le 4 juillet. Ce qui ramène à 3184, le nombre des personnes guéries. Au cours de la même journée, 32 nouveaux cas ont été confirmés, dont 25 à Kinshasa et 7 à Lualaba. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 7.411. Au total, il y a eu 182. 238 cas suspects ont été détectés après investigations. **Kinshasa : les activités de la riposte contre la Covid-19 perturbées.** C'est depuis le 3 juillet que quelques prestataires de la riposte, notamment les chauffeurs et ambulanciers, ont manifesté pour réclamer leur prime. Un groupe d'ambulanciers a été reçu vendredi 3 juillet par le Secrétaire technique de la Cellule de la riposte contre la Covid-19, le Professeur Jean-Jacques Muyembe Tamfum qui les avait rassurés de « régulariser cette situation incessamment ».

Le SYMECO demande au gouvernement de régulariser les cas des 7723 médecins non payés. Les médecins des hôpitaux publics manifestent leur indignation par rapport « au silence du gouvernement » qui tarde à mettre en œuvre ses engagements quant aux multiples revendications des hommes en blouse blanche. « Le ministère du Budget tarde à convoquer les réunions qui devraient permettre la réactivation des rubriques immuniser la rémunération qui, pour les médecins devraient constituer la compensation de l'IPR qui a été prélevé dans un contexte social difficile dans lequel les médecins ont pris des crédits et ont perdu leur pouvoir d'achat. Au niveau de la Fonction publique, il y a les dossiers de promotion en grade et d'admission sous statuts des médecins nouvelles unités », explique Dr Juvénal Muanda, du Syndicat des médecins de la RDC. Pire encore, ajoute-t-il, les conditions de travail ne se sont guère améliorées alors que la pandémie de Covid-19 devrait pousser le gouvernement à préserver la vie des prestataires de santé qui sont les premiers à être exposés à cette maladie.

Kongo-Central : la démarche des 16 députés visant à déchoir le président viole les règlements d'ordre intérieur (rapporteur). Selon le rapporteur de l'assemblée provinciale, les députés provinciaux qui ont retiré leur confiance au président de l'assemblée provinciale du Kongo-Central ne sont pas majoritaires.

Le gouvernement décaisse 2 millions USD pour l'exécution du Projet de développement de la riziculture de Masina. Ce projet avait fait l'objet d'un financement à la suite des Accords de prêts signés avec la Banque Arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) portant sur 17 millions de dollars américains, dont 2 millions de dollars pour le Gouvernement congolais au titre de contrepartie. Le Conseil des Ministres a analysé aussi la politique nationale de l'aménagement du territoire (PNAT), document soumis par le Ministre de l'Aménagement de Territoire. D'après ce Ministre, la PNAT est la résultante du processus de la réforme de l'Aménagement du territoire amorcé depuis 2015 et qui doit inéluctablement prendre fin en 2022. De ce fait, il a sollicité et obtenu du Conseil, l'adoption de ce texte pour mettre un terme à la superposition des titres, aux désordres caractérisés en matière d'affectation et des usages de terre, et pour garantir le développement durable et harmonieux du territoire national.

Ceni : le caucus des élus Kongo dénonce la campagne de diabolisation Contre Ronsard Malonda. « Solidaires avec notre compatriote, nous voulons préciser les prérequis ci-après : monsieur Ronsard Malonda Ngimbi est sans nul doute l'homme qu'il faut à ce poste vu son expertise avérée tant au niveau national qu'international en matière électorale, et sa longue expérience de plus de 15 ans. La régularité de la procédure suivie lors de la désignation par les confessions religieuses ne saurait être remise en question », indiquent les élus du Kongo-Central. Ils fustigent « le comportement irrationnel des parties prenantes à ce processus qui, après avoir librement participé de bout en bout, en renient les résultats ». Ils condamnent « toute tentative de vouloir politiser le choix démocratique du président de la CENI par la société civile dès lors que la personne choisie répond à tous les critères objectifs fixés ».

Ituri: 6 morts dans les affrontements entre Maï-Maï et Fardc dans 3 villages du territoire d'Irumu. Six personnes dont cinq civils et un officier des Fardc ont été tuées dans des combats qui ont duré trois jours dans les localités de Kimautu, Epanza et Kazaroho dans le territoire d'Irumu en Ituri, entre les forces loyalistes et des Maï-Maï en provenance de la province voisine du Nord-Kivu. Un déplacement massif de la population est également observé dans la région. Des sources sécuritaires renseignent que plusieurs morts sont enregistrés du côté des Maï-Maï, sans pour autant préciser le nombre.

Ituri : une délégation des anciens chefs miliciens appelle la Codeco à déposer les armes. Le président national du parti politique Front des nationalistes et intégrationnistes (FNI), Floribert Njabu, appelle le groupe armé Codeco à déposer les armes et à s'inscrire dans la voie de la Paix comme le demande le chef de l'Etat. Cet ancien seigneur de guerre est à la tête d'une forte délégation envoyée dans la province par Félix Tshisekedi, pour amorcer de pourparlers avec les différents groupes armés. Cette délégation est composée de 12 personnes, dont deux généraux issus des anciennes milices en l'Ituri.

Lundi 6 juillet.

Coronavirus : 7.432 cas confirmés, 182 décès et 3.226 personnes guéries. Le bulletin quotidien de l'équipe de riposte renseigne : 138 cas suspects détectés après investigations ; 21 nouveaux cas confirmés, dont 19 à Kinshasa et 2 à Lualaba ; 335 échantillons testés ; Aucun nouveau décès parmi les cas confirmés ; 42 nouvelles personnes sorties guéries. **Coronavirus: les opérateurs miniers du Lualaba et du Haut- Katanga appelés à déconfiner leurs agents.** Cette décision leur a été annoncée par une délégation des ministres du gouvernement central composée des ministres du travail et prévoyance sociale, de la santé et celui des mines. Les travailleurs qui sont en confinement depuis plus d'un mois doivent être libérés. Si dans le Lualaba les miniers ont demandé un moratoire d'un mois pour leur permettre de prendre des mesures alternatives d'une part, pour préserver leur économie et de l'autre, protéger la santé et la vie sociale des agents ; dans le Haut Katanga, les opérateurs miniers ont promis de donner leur position lundi 6 juillet. Selon la ministre d'Etat et ministre de l'emploi travail et prévoyance sociale, après avoir confiné les travailleurs pendant plusieurs mois. Il est temps de déconfiner pour leur permettre de retrouver leurs familles. Car en voulant préserver l'économie on risque de créer un autre problème d'ordre social. **Covid-19 : le Parlement proroge l'Etat d'urgence pour la sixième fois.** Et probablement pour la dernière fois. Le vote est intervenu après un long débat à l'Assemblée nationale. La majorité de parlementaires défavorables à cette nouvelle prorogation ont fini par accepter de reconduire pour les 15 prochains jours l'état d'urgence.

Bas-Uele : afflux massif des Mbororo à Poko. Ils sont signalés notamment dans les collectivités Abarambo et Mabanga après avoir été chassés du territoire voisin de Niangara. Selon Simon Tutu, membre de la communauté locale de Poko, leur présence pose un problème sérieux de cohabitation entre les éleveurs et les agriculteurs. « Ils deviennent même plus nombreux que la population locale donc c'est vraiment très inquiétant et c'est ce qui fait qu'ils sont à tout moment en conflit avec la population qui est composée des agriculteurs. Ils sont en train de vouloir dominer la population, ils empêchent la population d'entrer dans la forêt, d'exploiter les ressources naturelles, ils deviennent maîtres de la forêt, c'est ainsi que la cohabitation devient dure », rapporte Simon Tutu. Mais ce qui inquiète le plus, c'est la probabilité de l'importation du coronavirus puisque ces éleveurs viennent d'une entité voisine à celle de Watsa déjà affectée par cette pandémie.

Un militaire angolais tué au Kasai dans un nouvel incident à la frontière. A en croire le gouverneur du Kasai, Dieudonné Pieme, ce sont deux éléments de l'armée angolaise qui ont franchi la frontière. L'un des deux se serait mis à filmer des positions de l'armée congolaise. Ce qui aurait déclenché une altercation avec des agents des renseignements congolais. Au sujet de ce qui s'est passé dimanche, le gouverneur du Kasai affirme que l'incident a bien eu lieu sur le territoire congolais. Dieudonné Pieme fait savoir qu'à cet endroit, les soldats angolais ne pouvaient pas ignorer qu'ils avaient franchi la frontière, expliquant qu'une borne frontalière est visible dans le périmètre de l'incident. M. Pieme qui parle d'un «incident malheureux» fait savoir que le corps du soldat angolais a été retourné dans son pays le même dimanche dans la soirée.

Nord-Kivu : 2 anciens chefs des groupes armés demandent à Felix Tshisekedi de s'impliquer pour leur démobilisation. Les deux ex généraux auto proclamés Kakule Masivi Jeteme du groupe armé AFRC, ainsi que Bilikoliko Mingenya Gassero du groupe UPDC, dénoncent une léthargie dans tout le processus notamment l'absence d'une prise en charge adéquate et tout autre activité de démobilisation. « Nous sommes dans des très mauvaises conditions. Depuis six mois que nous sommes à Mubambiro, presque tous nos enfants sont déjà rentrés en brousse. Dans mon groupe UPDC, je suis venu avec 390 éléments et je reste avec cinq aujourd'hui. Nous attendons toujours le processus DDRC (désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire) mais rien n'est fait. Les enfants trainent en brousse alors qu'ils étaient prêts à suivre l'appel du DDRC. Nous demandons au chef de l'Etat de nous démobiliser ou nous intégrer dans l'armée ou la police parce que nous avons déjà accepté son appel », ont-ils soutenu.

Kwilu : tentative de détournement des tôles destinées à la construction du marché central de Bandundu ville. Selon des sources locales, la population du quartier Malebo ainsi que les commerçants du marché qui porte le même nom ont empêché dans l'après-midi de samedi 4 juillet le vol des tôles destinées aux travaux de finissage de ce marché. Selon eux, ces tôles étaient consignées dans un magasin en attendant lesdits travaux. Les commerçants affirment qu'ils ont remarqué que ces tôles étaient en train de prendre une autre direction et ont tout fait pour empêcher cela. Ces commerçants en colère ont alerté la police qui est vite descendue pour constater le fait. Celle-ci a saisi 139 tôles et promet d'ouvrir une enquête pour en savoir plus. Le maire de la ville n'a pas voulu réagir à ces accusations.

Désignation des membres de la Ceni : le RCD/KML exige le rapport du processus électoral finissant. « La désignation du futur président de la Ceni devrait être précédée par l'examen du rapport de la Ceni sur le processus finissant déposé au bureau de l'assemblée nationale, ainsi que les réformes adéquates sur le processus qui s'imposent avant toute désignation des animateurs. La désignation des membres du bureau de la Ceni doit être basée sur le processus consensuel, transparent, reflétant le poids sociologique de chaque confession religieuse y impliquée. Les animateurs ayant participé au tripatouillage de la volonté populaire exprimée lors des dernières élections présidentielles et législatives ne doivent plus figurer parmi les membres du bureau tant au niveau provincial et national ».

Sud-Kivu : grève des agents de la Sonas à Uvira. Selon leur porte-parole, ces travailleurs réclament sept mois d'arriérés de salaire à leur direction générale nationale. Ces agents ont affirmé que toutes les recettes locales sont confisquées par l'employeur à Kinshasa, alors que ceux qui génèrent ces recettes sont clochardisés dans la misère à Uvira. Les grévistes, soutenus par la confédération syndicale du Congo (CSC) affirment qu'un ultimatum de sept jours donné à l'employeur pour apurer ces arriérés a expiré le weekend. Ce matin, ils ont fermé toutes les portes de la Sonas/Uvira. Aucun service minimum n'a été organisé pour dénoncer également le détournement, disent-ils, des retenus de leurs indemnités familiales destinées à la Caisse nationale de sécurité sociale CNSS (Ex-INSS.)

L'AFDC-A rejette la désignation de Ronsard Malonda et pose des préalables avant l'installation du nouveau bureau de la Ceni. « L'AFDC-A rappelle qu'aux dernières élections de décembre 2018, elle a été victime d'une tricherie et s'est vu voler sa victoire électorale dans plusieurs circonscriptions par le tripatouillage à la Ceni (...) Redoutant cette expérience malheureuse de la confiscation de la volonté de notre peuple, l'AFDC-A dénonce et rejette la désignation non consensuelle et précipitée de M. Ronsard Malonda, candidat des confessions religieuses minoritaires, à la présidence de la Ceni en complicité avec le bureau de l'Assemblée nationale, en violation une fois de plus de la chambre basse du Parlement », indique le document signé par le député Modeste Bahati. L'AFDC-A exige avant toute désignation de nouveaux animateurs de la CENI, l'examen du rapport sur les trois dernières séquences électorales (2006, 2011 et 2018) ainsi qu'un audit indépendant par une commission spéciale composée des délégués de la société civile, des observateurs nationaux de la Dépense publique, de l'inspection générale des finances et des délégués des Nations Unies, suivi des profondes réformes juridiques, organisationnelles et fonctionnelles de la Ceni.

Kasaï-Oriental : 4 chefs des divisions provinciales de l'administration publique suspendus. Dans un arrêté provincial, ces responsables de l'administration sont soupçonnés d'être complice du détournement des fonds des rentes mensuelles des retraités, des invalides, des veuves et des orphelins militaires depuis plusieurs années. C'est le reliquat de plus de 96 millions de francs congolais (48 730 USD) après la paie du mois de mars 2020, sans revendication des bénéficiaires qui n'auraient pas été servis, qui a mis la puce à l'oreille des autorités. Cet argent est jusqu'à présent consigné au gouvernorat de province.

Sud-Kivu : journée ville morte à Lulimba pour exiger la libération d'une dame kidnappée par des hommes armés. La population en colère est descendue dans la rue pour réclamer la libération sans condition d'une femme expatriée de l'ONG Médecins sans frontière (MSF)/Hollande. Elle avait été kidnappée depuis plus d'une semaine par des hommes armés et emmenée dans la brousse. Mais jusqu'à ce jour, l'on ignore tout sur sa situation.

Haut-Katanga : le gouvernement provincial porte plainte contre la société Sud-africaine Invunge. « Le gouvernement provincial a pris contact avec la société Sud-Africaine Invunge représentée à Lubumbashi par Invunge Sarl afin de commander 4930 tonnes des maïs pour un coût total de 2.086.000 USD après une timide livraison de la commande payée, le gouvernement provincial a rappelé à mainte reprise au fournisseur le respect de ses engagements, la commande n'ayant pas été honorée totalement le gouvernement provincial a transmis le dossier au parquet pour examen et pour être rétabli dans ses droits dans le cadre de ses enquêtes. Le magistrat instructeur a décidé de mettre Mr Tony Bandjo Munungo en détention ».

Une délégation étudie les modalités de retour des réfugiés de Yumbi vivant au Congo-Brazza. Ces modalités concernent des formalités administratives et les besoins humanitaires des concernés. « Bientôt une aide humanitaire va arriver aux réfugiés de la part de notre gouvernement. Ma collègue des affaires étrangères va contacter son homologue de Congo Brazzaville pour organiser ce retour. On va tenir compte des textes légaux et internationaux sur le retour des réfugiés. Il faut que les conditions, notamment sécuritaires à Yumbi, soient remplies pour que quand ils vont rentrer qu'il n'y ait plus des problèmes », a indiqué le ministre Mbikayi. Ces compatriotes s'étaient réfugiés à Brazzaville, en République du Congo, par peur des affrontements ethniques entre les Batende et les Banunu en décembre 2018.

Nord-Kivu : une femme tuée et des villages abandonnés lors des affrontements entre APCLS et alliés contre NDC/R.

Selon le député provincial, Alexis Bahunga, ces affrontements, qui ont commencé vendredi 3 juillet, se sont intensifiés dimanche dans les villages Mashango, Buboa, Butsindo, Bwendero et Buchira, en localités de Lukweti et Kalungu. L'élus du territoire de Masisi précise également que la coalition APCLS de Janvier Kalahiri et les Nyatura de Jean-Marie ont lancé des attaques successives contre les positions des NDC/Rénové, qui occupent la zone depuis déjà 6 mois. Le président de la société civile de la chefferie des Bashali a déclaré que tous les 5 villages se vident, depuis dimanche, de ses habitants.

Les attaques des ADF pourraient constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre (ONU).

Selon les enquêtes du BCNUDH, du 1er janvier 2019 au 30 juin 2020, 1066 civils ont été tués, 176 blessés et 717 autres enlevés par des combattants des ADF dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Au cours des huit derniers mois, ajoute le BCNUDH, des soldats des Fardc et des agents de la Police Nationale congolaise, dont des membres des forces spéciales de la Légion nationale d'intervention, ont été responsables de la mort de 14 civils, de blessures graves sur 49 autres, ainsi que d'arrestations arbitraires ou détentions arbitraires de 297 civils. Au cours de la même période, note-t-il, 59 enfants ont été recrutés et une école, sept centres de santé et des dizaines de maisons de civils ont été attaqués et pillés. Les violences ont provoqué des déplacements massifs des populations entre septembre 2019 et juin 2020. 400 combattants ADF attendent d'être jugés

Kwilu : une affaire de dette impayée tourne au drame à Masamuna.

Tout est parti le soir du dimanche lorsqu'un jeune homme originaire de la commune rurale de Masamuna est parti réclamer sa dette auprès d'un commerçant vivant dans la même contrée. Ce dernier s'est senti menacé et a donné un coup fatal à ce jeune qui est décédé des suites d'une hémorragie ce lundi matin. La population de Masamuna en colère s'est soulevée contre le présumé meurtrier et d'autres commerçants habitant cette commune rurale. Leurs boutiques prises pour cibles ont été pillées et incendiées, précisent les témoins.

La Banque Mondiale va mobiliser un appui budgétaire de 200 millions USD pour la RDC.

Selon le ministre du Budget, Jean-Baudouin Mayo, le Premier ministre Ilunga a demandé à l'équipe concernée par cette question, de s'atteler à finaliser les actions non encore totalement exécutées, afin de présenter la note relative à cet appui budgétaire de 200 millions de la BM en faveur de la RDC, au prochain conseil des ministres pour approbation.

Mardi 7 juillet.**Coronavirus : 119 nouveaux cas confirmés, 1 cas de décès et 10 nouvelles personnes guéries.**

Ces cas sont répartis comme suit : 79 à Kinshasa, 23 dans le Haut-Katanga, 8 au Kongo Central, 8 à Lualaba et 1 à la Tshopo. Depuis le début de l'épidémie, le cumul des cas est de 7 660. Au total, il y a eu 183 décès et 3.236 personnes guéries. **Coronavirus au Sud Kivu: l'UNPC s'implique dans la sensibilisation.** Les journalistes membres de l'Union nationale de la presse congolaise (UNPC) à Bukavu ont entamé lundi 6 juillet, une campagne de sensibilisation populaire dans les marchés urbains, à travers un studio mobile avec mégaphones. Le président de l'UNPC/ Sud Kivu, Darius Kitoka, indique que c'est une façon de faire passer le message avec la présence physique des journalistes devant leurs auditeurs et spectateurs directs. Il souligne qu'à la fin de cette journée de sensibilisation, plusieurs personnes ont adhéré à cette démarche et ont promis de porter leurs cache-nez tout en respectant les mesures barrières. **COVID-19 : désinfection des locaux du programme national de lutte contre la tuberculose.** L'objectif est de s'assurer du bien être de tout le personnel. Il encourage les managers des entreprises publiques et privées à désinfecter leurs bureaux dans la perspective de la reprise normale des activités professionnelles. **Tshopo : les ONG des droits de l'homme s'impliquent dans la prévention contre la propagation du Coronavirus.** Lundi 6 juillet 2020, elles ont travaillé avec 240 ménages, 102 détenus ainsi que 15 membres du personnel pénitencier et leurs dépendants dans l'hinterland de la ville de Kisangani (Tshopo). Les activistes des droits de l'homme se sont réparties sur divers axes de la province, notamment Kisangani-Yangambi, Kisangani-Opala et Kisangani-Banalia. Il n'existe pas d'équipe de surveillance, moins encore d'équipements médicaux sur ces tronçons routiers. En outre, les kits de protection sont inexistantes en dépit de la mise en place sur certains axes des équipes de surveillance de la covid-19. **Coronavirus à Matadi : le personnel soignant dans la rue pour réclamer les arriérés de deux mois de salaire.** Près de 180 prestataires, dont les médecins, infirmiers, relais communautaires, brancardiers, ont manifesté mardi 7 juillet devant la zone de santé de Nzanza à Matadi, dans la province du Kongo-Central. Ces prestataires commis dans divers secteurs de la riposte contre la covid-19 revendiquent la paie de mai et juin 2020. Le fonds destiné à la paie de ces agents serait déjà arrivé dans la province depuis une semaine, mais les réunions se succèdent pour sa répartition équitable. **Coronavirus en RDC : plusieurs stratégies entrent en compte pour avoir le nombre élevé de personnes guéries (Pr Kayembe).** En effet, la RDC a enregistré 2 136 personnes guéries entre le 29 juin et le 6 juillet 2020, augmentant ainsi le nombre à 3 236 sur les 7 660 cas détectés à ce jour. La sensibilisation par les médias et la responsabilisation des zones de santé ont été les stratégies phares dans cette lutte. Par ailleurs, le professeur Jean-Marie Kayembe admet tout de même des problèmes concernant le dépistage. « Le taux par exemple de faisabilité des tests. Sommes-nous à la capacité maximale de réaliser le test de

dépistage ? La réponse est certainement non sans en rougir ». Quant à la question de pic des cas tant redouter, est-il derrière ou devant nous ? « Nous ne sommes pas à même de répondre de manière tranchée à cette question. Attention, que le pic soit devant nous, avec nous ou derrière nous, ne nous fasse surtout pas oublier l'essentiel qui reste les mesures barrières et la prévention. Regardez d'autres pays notamment qui ont confiné, déconfiné et qui reconfinent. Demeurons vigilant, en appliquant davantage la prévention. »

Nord-Kivu : le chef milicien Mai-Mai Dragon dépose les armes à Liboyo. Il s'est rendu depuis une semaine, auprès des Fardc basées à Liboyo, près de Mangurejipa, chef-lieu du secteur des Bapere en territoire de Lubero, au Nord-Kivu. Selon la société civile locale, l'ex-chef milicien est accompagné de plusieurs de ses hommes en attendant leur relocalisation vers le site de désarmement. Cependant, leur prise en charge à ce jour pose problème. Ce sont les habitants de Liboyo qui ont construit le week-end dernier, un campement qui va héberger le général auto proclamé Dragon et ses hommes. Le chef de secteur de Bapère, Kombi Nepa Nepa dit leur avoir autorisé la perception d'une taxe au marché local pour leur restauration. Le président de la société civile de Bapère, Samuel Kagheni, souhaite voir ces Mai-Mai être délocalisés de la région le plus tôt possible.

Ituri : le Foner et le gouvernement provincial à couteaux tirés à cause du péage. Actuellement, ce sont les services du gouvernement provincial qui prélèvent cette taxe et non le Foner. La direction du Foner a annoncé lundi 6 juillet, la reprise de ses activités après trois mois de suspension à cause de la pandémie du Coronavirus. Le chef d'agence du Foner en Ituri, déplore l'initiative du gouvernement provincial de vouloir se substituer à son service. Ce qui selon lui constitue une violation des textes qui régissent ce service public qui relève de la compétence du gouvernement national. Pour le gouvernement provincial, le Foner a démissionné de son obligation de réhabiliter les routes d'intérêt national qui constituent un calvaire pour leurs usagers. Le porte-parole du gouvernement provincial, Janvier Egudra affirme que la hiérarchie du Foner doit au préalable justifier toutes les recettes perçues depuis 2016 et les 40 pourcents de rétrocession à la province.

Tanganyika : 12 morts et 6 blessés lors de la dernière attaque de la milice Twa « Hapa na Pale » à Mugunga. Les éléments de Fardc déployés dans la zone avaient mené quelques heures après l'attaque, une opération de poursuite des miliciens. Au cours de cette attaque, six miliciens avaient été tués et un suspect qui possédait des effets volés à Mugunga, mis aux arrêts. Concernant la situation sécuritaire de Moba et la traque de deux Chefs miliciens Mai-Mai, le Porte-parole du gouvernement a affirmé qu'ils ont quitté le littoral du lac Tanganyika, plus précisément les villages Katibili et Tembwe pour enrôler les jeunes de Vyura, Kabwela, Mwanza, Mpala et Lubasha dans un mouvement incivique, pour combattre le gouvernement pour un motif inavoué.

Kwango : conditions de vie difficiles à Kahemba, Popokabaka et Kasongolunda. Selon le coordonnateur provincial de la société civile du Kwango, les conséquences liées au confinement dû à la Covid-19 sont énormes dans les trois territoires du Kwango qui font frontières avec l'Angola, à savoir : Kasongolunda, Popokabaka et Kahemba. Il affirme que depuis la fermeture des frontières entre l'Angola et ces territoires, les conditions de vie sont devenues de plus en plus difficiles. Cela par le fait que tous les produits de première nécessité utilisés par les habitants de ces trois territoires provenaient de l'Angola. Ces produits ne viennent plus et cela cause de sérieux problèmes.

Tanganyika : l'AT de Kongolo appelle les victimes des inondations de Kalumensuku au calme. Selon le Porte-parole de ces victimes, qui ont déposé un document contenant leurs revendications à l'Administrateur de territoire, 637 ménages enregistrés dans la localité de Kalumensuku, à 390 km au Nord-ouest de Kalemie, ont décidé de retourner construire sur le littoral fluvial. Ils avancent des préalables pour être délogés. L'administrateur du territoire de Kongolo, Joseph Kiteba Kitumaini invite la population de Kalumensuku à la patience, le temps pour lui d'analyser leur Memo.

Insécurité à Kindu : le gouverneur instruit les services spécialisés pour sécuriser la population et ses biens. Le gouvernement provincial a arrêté des mesures pour faire face à l'insécurité grandissante dans la ville de Kindu. A l'issue d'un conseil de sécurité d'urgence tenue lundi 6 juillet, le gouverneur de province du Maniema, a instruit les services de l'ordre de sécuriser la population et ses biens. Le vice-gouverneur, Jean Pierre AMADI affirme que plusieurs mesures ont été prises pour éradiquer cette insécurité qui règne à Kindu.

Mise en garde la société civile par rapport à la désignation du président de la Ceni. Le coordonnateur du cadre de concertation nationale de la société civile (CCNSC) a dénoncé lundi 6 juillet, l'attitude des responsables des certaines structures citoyennes. Selon Maître Patient Bashombe, ces derniers s'évertuent à désigner leur représentant à la Ceni, au lieu d'attendre la réforme du processus électoral en RDC. Cette mise en garde est intervenue à l'issue des consultations stratégiques des acteurs de la société civile organisée à Kinshasa, dans l'objectif de préparer les actions à mener en vue

d'obtenir l'annulation de la désignation qualifiée de frauduleuse du président de la Ceni. Un forum national des réformes électorales de toutes les parties prenantes sera organisé très bientôt pour chercher des points communs entre tous les acteurs.

Kananga : Lucha et Filimbi manifestent contre l'entérinement de Ronsard Malonda à la Ceni. «To boyi Malonda (Nous ne voulons pas de Ronsard Malonda, en français)». C'est cette chanson que les militants de la Lucha et Filimbi ont répété tout au long de leur parcours dans les rues de Kananga. Pour les deux mouvements citoyens, l'entérinement de M. Malonda par l'assemblée nationale est irrégulier.

Nord-Kivu : marche pacifique de la Lucha à Beni contre l'entérinement de Malonda. «La dernière tentative d'assujettissement de la Ceni c'était l'entérinement de Ronsard Malonda qui a travaillé avec le bureau de Nangaa qui nous a organisé des élections gâchées en 2018. Et puis, il n'y a aucun consensus autour de sa personne, aussi bien au niveau de confessions religieuses qu'au niveau de l'assemblée nationale », a fait savoir l'un des militants de la Lucha. Selon lui, la marche pacifique organisée a pour but « d'exiger en fait l'indépendance de la Ceni en prélude des élections de 2023. »

Baccalauréat international : première participation de la RDC avec l'école Cartésien. En dehors donc des lauréats des écoles étrangères installées en RDC comme The American School of Kinshasa, l'école américaine ou le Lycée français, les élèves de l'école internationale bilingue le Cartésien sont les premiers congolais à obtenir le diplôme du baccalauréat international. Ce qui ouvre ces lauréats à n'importe quelle université du monde, s'est félicité le promoteur de cette école.

Lualaba : les 238 Chinois arrivés à Kolwezi détiennent des certificats de séronégativité au Coronavirus. Ce sont des techniciens affiliés aux sociétés minières établies dans la province du Lualaba. Dans le souci de nous conformer aux mesures prises dans notre pays au sujet de cette pandémie, ladite délégation a été instruite d'être porteuse, à l'embarquement, des certificats de séronégativité à la Covid-19, effective pendant 72 heures afin de les produire à l'arrivée à Lubumbashi. Ce qui a été fait. En dépit des certificats de séronégativité à la Covid-19, il a été aussi décidé que les membres de la délégation seraient placés en quatorzaine à leur arrivée dans les sites d'isolement du Lualaba, note le communiqué.

Ituri : 3 jours de deuil en mémoire des personnes tuées par des hommes armés à Djugu. « Trois journées ville morte, pour la première fois une façon de pleurer avec les familles de nos chers parents qui venaient d'être abattues sauvagement à Djugu », a déclaré le président de la société civile de Zaki à Ariwara, Antoine Mopeope. Pour les organisateurs, les meurtres de ces personnes ne doivent pas rester impunis. Ils se disent très consternés par l'escalade des violences au Nord de l'Ituri. Elles exigent l'intervention urgente du gouvernement central pour la cessation des hostilités.

Kinshasa : les acteurs de la société civile formés sur le contrôle de passation des marchés publics. Cette formation a été axée sur l'initiation du nouveau cadre légal, institutionnel et procédural des marchés publics. Il était question de renforcer les capacités des acteurs de la société civile, pour leur permettre désormais de bien jouer leur rôle dans l'exercice de contrôle des marchés publics en RDC. « C'est pour que la société civile à son tour, exerce son contrôle citoyen. Le marché public couvre tous les processus des dépenses publiques à partir de la programmation, de la préparation à la passation, de l'exécution et de contrôle des marchés publics ».

Procès Freddy Kambale : une peine de servitude pénale à perpétuité requise contre le policier auteur du meurtre. Selon des sources judiciaires, lors de l'audience de lundi 6 juillet, l'organe de la loi a requis la servitude pénale à perpétuité à l'encontre du policier de la Légion Nationale d'Intervention. Il est présenté par le ministère public comme auteur du meurtre de Freddy Kambale, militant de la Lucha tué par balles au cours d'une manifestation de ce mouvement citoyen le 21 Mai dernier à Beni. La partie civile a sollicité du tribunal une condamnation solidaire du prévenu et de l'Etat congolais au paiement d'une somme de 200 mille dollars américains au titre de dommages et intérêts pour les préjudices causés.

Mercredi 8 juillet.

Coronavirus en RDC : 256 nouvelles personnes guéries : 150 malades sont guéris au Kongo Central, 35 au Nord-Kivu, 26 dans le Haut-Katanga, 22 au Sud-Kivu, 21 à Kinshasa, 1 dans le Haut-Lomami et 1 dans le Kivu. 77 nouveaux cas ont été confirmés, dont 47 à Kinshasa, 27 au Nord-Kivu, 2 dans le Haut-Uélé et 1 à Lualaba, ajoute le bulletin de l'équipe de riposte. 919 échantillons ont été testés et un nouveau décès des cas confirmés et 349 cas suspects détectés après investigations. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 7 737. Au total, il y a eu 184 décès et 3.492 personnes guéries. **Coronavirus au Haut-Katanga : 3 jours de confinement des villes de Lubumbashi Likasi, Kasumbalesa et Kipushi.** Selon le maire, le Haut-Katanga compte à ce jour plus de 250 cas confirmés de Coronavirus. Les autorités provinciales ont décidé du confinement de trois jours dans les villes et cité déjà touchées par cette maladie. Pendant cette période, tout le monde est appelé à rester à la maison. Excepté la presse, le personnel soignant,

les opérateurs miniers et autres qui seront détenteurs d'un laissez passer délivré par le ministère provincial de l'intérieur. Ce temps sera mis à profit par l'équipe de riposte pour rechercher les contacts de personnes déjà contaminées. Le début de ce confinement coïncide avec le jour projeté par l'UDPS de descendre dans la rue pour protester contre l'entérinement par l'Assemblée nationale de Ronsard Malonda comme président de la Ceni. Le maire de Lubumbashi a porté à la connaissance de la population que les manifestations publiques sont interdites car l'état d'urgence n'est pas encore levé.

Coronavirus au Kongo-Central : les fonds pour la paie des prestataires disponibles. Le chef de division provinciale à la santé révèle que l'enveloppe octroyée à la province du Kongo-Central par le gouvernement central est de 938 millions de franc congolais, l'équivalent de 500 mille USD. Cette enveloppe sera répartie à toutes les rubriques de la riposte notamment, la paie des personnels, l'achat des intrants, le réaménagement des sites des malades, les transports des échantillons et le déplacement des prestataires. Toutes les 31 zones de santé seront prises en compte dans la répartition de ce fonds.

Nord-Kivu : la société civile invite les Congolais à pérenniser les acquis de la lutte contre Ebola. Selon la société civile du Nord Kivu l'inhumation sécurisée des morts et le respect des mesures d'hygiène doivent être les acquis à pérenniser. Elle estime qu'un mécanisme de suivi est nécessaire et la lutte qui reste à mener est celle qui vise à éviter une nouvelle épidémie dans la région. La société civile demande au gouvernement de prendre en charge les guéris d'Ebola en vue d'éviter un relâchement dans le chef de ces derniers.

Ebola : 43 cas positifs dans la province de l'Equateur, ont été notifiés avec 18 décès. Après la ville de Mbandaka, l'épicentre, l'épidémie a affecté quatre zones de santé limitrophes. Selon le comité multisectoriel provincial qui assure la coordination de la riposte, le berceau et l'épicentre de la 11^e épidémie d'Ebola en RDC reste particulièrement la zone de santé urbaine de Mbandaka. Elle avait enregistré les 5 premiers cas, dont 4 décès entre le 18 mai et le 1^{er} juin, date de la déclaration officielle de l'épidémie. A ce jour, au plan épidémiologique, la même zone de santé de Mbandaka bat le record avec 15 cas positifs et 10 décès. Elle est suivie de Bikoro, 13 cas parmi lesquels 5 décès.

Haut-Katanga : le CCNSS organise une marche pacifique contre le tribalisme. Selon les organisateurs de cette manifestation, le but était de dénoncer ces maux qui prennent de l'ampleur ces jours-ci à Lubumbashi. Pour eux, la haine tribale et la violence sont ressentis dans les réseaux sociaux. Voilà pourquoi ils brandissaient des pancartes avec des messages tels « vivons ensemble dans la paix », « A bas la violence sous toutes ses formes dans le Haut -Katanga », « le cadre de concertation de la société civile du haut Katanga demande la paix, la cohésion et la sécurité gage du développement ».

Beni : marche pacifique des médecins pour réclamer la prime de risque. Les médecins de Beni Ville et territoire sans prime de risque ni salaire, sollicitent l'implication personnelle du chef de l'Etat pour la paie des primes des risques conformément aux listes publiées récemment par le ministère de la santé. Ils affirment que si rien n'est fait ils pourraient entrer dans une grève sèche, c'est-à-dire hôpitaux sans médecins et sit-in à la Mairie et au Bureau de l'administrateur du territoire de Beni.

Sud-Kivu : l'Unicef distribue 13 000 cahiers d'exercices et des radios pour les cours à distance des enfants. En partenariat avec le ministère provincial de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), ce don de l'Unicef à Bukavu vise à assurer la continuité de l'éducation des enfants même en temps de crise due à la Covid-19. Le chef de bureau de l'Unicef à Bukavu, Dr Djibril Issa affirme qu'à ce jour environ 83% d'enfants du Sud-Kivu suivent les cours à distance.

Prorogation de l'Etat d'urgence sanitaire : l'Assemblée Nationale alerte sur les conséquences économiques. Après trois mois d'Etat d'urgence sanitaire. D'après le rapport de la commission spéciale multisectorielle contre le Coronavirus, l'économie nationale est en récession alors que les entreprises privées enregistrent des pertes énormes depuis les trois derniers mois. Pour éviter la contamination à grande échelle, le Parlement a décidé de proroger l'état d'urgence pour la toute dernière fois afin de permettre au gouvernement de prendre les mesures qui s'imposent. Il soutient que l'état d'urgence occasionne des conséquences économiques graves dans le pays.

Tshopo : marche des médecins pour réclamer la prime de risque. Juste après cette marche, ils ont déposé des copies de memorandum adressé au Chef de l'Etat à la mairie, à l'Assemblée provinciale et au gouvernorat de province. Dans ce document, ils exigent leur alignement sur les listes de paie des médecins bénéficiaires de cette prime. Tout en saluant les étapes déjà franchies ayant abouti à la programmation de plus de 7000 médecins pour la paie, ils ne comprennent pas pourquoi cela tarde à être matérialisé. Les médecins qui manifestaient ont affirmé que leur alignement annoncé à partir du 1^{er} trimestre de l'année 2020 jusqu'au 2^e trimestre de 2021 tarde encore à se concrétiser.

Tanganyika : le NRC apporte de l'assistance aux sinistrés des dernières inondations. Selon l'Administrateur du territoire de Kabalo, les sinistrés et leurs familles d'accueil bénéficient de l'assistance du Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC). Selon lui, la différence avec l'aide du gouvernement, le NRC, lui a ciblé à la fois les sinistrés et les familles d'accueil.

Des garde-frontières angolais arrêtent des agriculteurs congolais au Kasai avant de les relâcher. «A Kamatungulu, il y a eu des policiers qu'on appelle communément «Chacal» c'est-à-dire les garde-frontaliers angolais qui sont venus jusque dans les champs de nos compatriotes congolais dans la ferme de Kamatungulu. Ils ont pris 8 personnes, ils les ont ramenés en Angola», relate Christian Mabedi, responsable de l'ONG Bureau d'appui technique aux initiatives de développement basé à Kamako. Selon lui, les forces de l'ordre angolaises se sont cru sur leur territoire et ont pensé que les Congolais avaient franchi illégalement la frontière. «Et pourtant, note M. Mabedi, ce n'était pas en Angola. Lorsqu'ils les ont emmenés, ils se sont rendu compte que c'était sur la terre congolaise, ils les ont retournés chez nous.»

Au Kongo-central, les Eglises indépendantes soutiennent Ronsard Malonda à la tête de Ceni. « Nous, évêques autochtones de l'union des Eglises indépendantes du Congo, demandons aux autorités de la République démocratique du Congo de ne pas céder au discours non fondé et partisan pour rejeter la vérité car, aucune confession religieuse n'est supérieure ni majoritaire à l'autre », a déclaré le secrétaire permanent de ces évêques, le révérend Junior Kapay. Pour lui, le soutien accordé à Ronsard Malonda Ngimbi est l'expression de la démocratie conformément aux textes établis.

Tanganyika : les mouvements citoyens Filimbi, Sans tabou et Amis de Kabongo ont manifesté contre Ronsard Malonda. Les jeunes des mouvements citoyens "Parlement Sans Tabou", "Filimbi" et "les Amis de Kabongo Boniface" ont manifesté mardi 7 juillet à Kalemie (Tanganyika) contre l'entérinement par l'assemblée nationale de Ronsard Malonda à la tête de Ceni, mais aussi contre les propositions de lois Sakata et Minaku et contre l'insécurité dans le Tanganyika.

Jeudi 9 juillet.

Coronavirus en RDC : 3 513 personnes guéries sur les 7 846 cas confirmés. Au total, il y a eu 189 décès. Par ailleurs, la seule journée de mercredi 8 juillet, 375 cas suspects détectés après investigations ; 109 nouveaux cas confirmés, dont 66 à Kinshasa, 12 au Kongo Central, 12 au Sud-Kivu, 10 au Nord-Kivu, 6 à Lualaba et 3 dans le Haut-Uélé ; 1217 échantillons testés ; 5 nouveaux décès des cas confirmés ; 21 nouvelles personnes sorties guéries dans les Centres de traitement Covid (CTCO) ; Le nombre d'échantillons testés a dépassé le cap de 1000 ; Sixième jour des perturbations des activités de la riposte à Kinshasa. **Kasai-Oriental : attestation de l'INRB exigée aux personnes provenant des provinces touchées par le Coronavirus.** Aucun passager en provenance de Kinshasa, Haut-Katanga ainsi que d'autres provinces touchées par la Covid-19 ne peut entrer à Mbuji-Mayi, sans le certificat médical récent délivré par l'Institut National des Recherches Biomédicales (INRB). Les passagers qui vont à l'encontre de cette décision, se retrouveront confiner de force à leurs propres frais.

Toutes les marches de soutien à ou contre Ronsard Malonda sont interdites. « Il est formellement interdit d'organiser des marches publiques sur toute l'étendue du territoire national. Il est demandé aux leaders des plateformes FCC et CACH qui constituent la coalition au pouvoir d'inviter les membres de s'abstenir des marches projetées ce jeudi 9 juillet 2020 », a affirmé le ministre de l'Intérieur, Gilbert Kankonde, qui a lu la déclaration. L'UDPS, le parti présidentiel et quelques mouvements citoyens avaient prévu de manifester contre l'entérinement par l'Assemblée nationale de Ronsard comme président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Les manifestations de l'UDPS et d'autres mouvement citoyens visaient aussi à rejeter les propositions de loi Minaku et Sakata sur la réforme de la justice. A son tour, le PPRD, parti de l'ancien président Joseph Kabila avaient aussi programmé une série de manifestation du mercredi 8 au vendredi 10 juillet pour soutenir les institutions de la République.

Le FCC « pas concerné » par la désignation de Ronsard Malonda à la tête de la Ceni. Dans une déclaration faite à la presse, mercredi 8 juillet, son coordonnateur, Néhémie Mwilanya affirme que c'est « une prérogative qui revient aux confessions religieuses. » Il a mis au défi quiconque détiendrait les preuves de l'implication du FCC dans la désignation de Ronsard Malonda comme futur président de la Ceni de les brandir. Quant à la question de réforme électorale et d'audit de la Ceni, le FCC affirme que rien ne pouvait lui empêcher de s'engager sur cette voie si le processus était enclenché au niveau institutionnel. Dans un communiqué publié vendredi 3 juillet 2020, l'UDPS rejetait « catégoriquement » la procédure « hasardeuse » orchestrée par le FCC, pour faire passer son candidat, Ronsard Malonda, à la tête de la Ceni. Le parti présidentiel dénonçait aussi l'attitude « malicieuse et répétitive » du FCC consistant à créer des crises institutionnelles artificielles au pays, afin d'opérer en sourdine des passages en force dans des dossiers qui nécessitent un consensus national.

Lubumbashi : des blessés lors des affrontements entre jeunes de l'UDPS et du PPRD. Difficile de savoir avec exactitude ce qui serait à la base de cette vive tension qui a commencé peu avant midi et qui s'est poursuivi jusqu'en début d'après-midi. A l'UDPS, on indique que les jeunes motocyclistes qui passaient devant la permanence du PPRD ont été attaqués par les jeunes de ce parti politique qui ont mis la main sur certains d'entre eux qu'ils ont molestés et blessés avant d'incendier trois motos. Mais le camp du PPRD rejette ces allégations et indique que ce sont les jeunes de l'UDPS qui les ont attaqués pendant qu'ils étaient à leur permanence. La circulation a été perturbée sur cette avenue jusqu'à l'arrivée de la police qui a pu rétablir l'ordre. Elle a tiré en l'air pour disperser les protagonistes. L'UDPS déplore plusieurs blessés dont un par balle.

Le BCNUDH recommande la restauration de la confiance entre la population et les forces de sécurité. Le directeur du Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH), Abdoul Aziz Thioye, déclare : « Si nous avons cette situation aussi, c'est parce qu'il y a un manque de confiance de plus en plus entre la population civile et les forces de sécurité qu'il faut essayer de restaurer. C'est important. Je pense, Mme Zerrougui (la n°1 de la Monusco) rappelle cet aspect important, c'est la nécessité de créer les conditions d'un engagement avec les communautés pour renforcer la confiance entre les Fardc et la PNC et la population congolaise, qui considère, en réalité, qu'il y a quelques défaillances dans la façon dont les opérations sont organisées et le fait, effectivement, dont les troupes qui sont déployées, s'y prennent pour garantir la sécurité ». Concernant la poursuite des auteurs des crimes commis par les rebelles ougandais contre les populations de l'Est du pays, le BCNUDH recommande une parfaite collaboration entre les justices de deux pays, la RDC et l'Ouganda.

Nord-Kivu : les Fardc sensibilisent les groupes armés à déposer les armes. Les militaires Fardc étaient encore mardi 7 juillet entrain de sillonner certaines localités du territoire de Beni pour sensibiliser la population et les groupes armés à s'inscrire dans la logique de la pacification de cette région. Selon des sources militaires, l'objectif de cette campagne est de sensibiliser la population à soutenir les actions des Fardc contre les ADF et les groupes Mai-Mai encore récalcitrants au processus de désarmement volontaire. A travers cette campagne, l'armée veut également réaffirmer sa détermination à lutter contre les velléités de balkanisation du pays.

Sud-Kivu : manifestation des jeunes pour interpellier les ONG d'installer leurs sièges à Fizi-Centre. Beaucoup parmi ces ONG sont basées dans la ville de Baraka, à partir de laquelle elles effectuent des descentes sur le terrain vers les secteurs de Tanganyika, de Ngandja et de Lulenge. La société civile estime que les avantages de la présence des ONG ne profitent qu'au secteur de Mutambala, dans la ville de Baraka. Cette situation a des répercussions sur l'emploi et l'économie locale. La main d'œuvre est importée d'ailleurs et le chômage des jeunes persiste à Fizi-centre. L'administrateur du territoire de Fizi, explique cette situation par le manque des infrastructures devant accueillir tous les partenaires au chef-lieu du territoire.

Conflit Assemblée provinciale-gouvernement de Tshopo : la société civile appelle la population à ne pas se laisser diviser. En cause, la polémique autour de la fameuse motion de censure contre le gouvernement provincial qui continue à défrayer la chronique dans cette entité. La Société civile se dit favorable à la paix, au respect des lois, de la bonne gouvernance, gage d'un développement intégral de la Tshopo. Par contre, elle regrette l'attitude de certains habitants de la Tshopo qui se singularisent par la guerre médiatique et les débats divisionnistes dans les réseaux sociaux. Elle l'appelle à ne pas se laisser diviser aux profits des politiciens.

Nord-Kivu : la société civile plaide pour une assistance aux déplacés de Kainama. Plus de 5800 personnes déplacées des récentes attaques des ADF à Kainama, localité du groupement Banade-kanima (Nord-Kivu) vivent depuis plus de trois semaines sans aucune assistance humanitaire. Selon le président de la société civile du groupement Bambuba-Kisiki, ces personnes viennent s'ajouter à d'autres déplacés de plusieurs localités riveraines d'Erigenti qui sont aussi dans une situation de vulnérabilité.

L'avocat de Dan Gertler accuse les ONG internationales Global witness et PPLAAF des pratiques frauduleuses. L'avocat conseil de Dan Gertler et d'Afriland First Bank soutient que la justice doit normalement examiner la manière dont ces ONG opèrent pour aboutir à des conclusions qui parfois arrivent à désorienter l'opinion. "Ces organisations vont passer du statut des ONG défenseur de leurs principes, de lanceur d'alerte et de la lutte contre la corruption à autres choses parce qu'à partir du moment où on dit je n'ai pas la preuve, mais on dit je vais vous diffamer quand même on ne peut que constater qu'il y a derrière ça une intention de nuire parce que si on n'a pas la preuve on ne publie pas. Si on décide de publier malgré cela c'est que l'objectif n'est pas de donner la vérité d'un dossier. Le premier objectif c'est de salir, de diffamer", a-t-il déclaré.

Sud-Kivu : la société civile de Kalehe sollicite le renforcement des unités de l'armée dans cette partie de la province.

Cette structure citoyenne sollicite également l'organisation des opérations conjointes Nord-Kivu/Sud-Kivu pour en finir avec les groupes armés qui opèrent aux limites de ces deux provinces, notamment la présence des groupes armés locaux et étrangers dans plusieurs localités de ce territoire. A cela s'ajoute la détention illégale d'armes par des civils.

Ebola à Mbandaka : les jeunes d'Air-Congo s'engagent à soutenir les équipes de riposte. Ces jeunes expliquent que leur résistance à l'équipe de riposte était tout simplement due à l'ignorance et à ce qu'ils qualifient d'injustice. Selon le vice-président de la Ligue des Jeunes Air-Congo debout, le énième incident s'est produit mardi 7 juillet devant le Centre de traitement d'Ebola à Mbandaka. C'était lorsque les jeunes du quartier Air-Congo ont voulu récupérer le corps d'un de leurs musiciens folkloriques décédé d'Ebola. Ces jeunes attendent certes la prise en compte de leurs desiderata. Mais ils ont promis leur implication totale à la riposte contre l'Ebola dans leur quartier.

Kwilu : le calme revient à Masamuna après les incidents causant mort d'hommes. Des commerces et autres habitations avaient été attaqués et pillés par des manifestants qui protestaient contre la mort d'un homme. Ce dernier a été tué par un jeune garçon venu lui réclamer le paiement de sa dette. L'administrateur de ce territoire, affirme que le présumé meurtrier qui était en fuite a été arrêté et il demande également à la population de ne plus s'adonner aux actes de vandalisme.

Tanganyika : 5 morts dans un accident de circulation à Kiminshundu. D'après l'autorité territoriale, un véhicule militaire en provenance de Kalemie pour Manono s'est renversé pour excès de vitesse.

Tanganyika : les syndicats des médecins exigent la libération d'un des leurs par le Tribunal de paix de Nyunzu. Le Dr Jérôme Kyungu Mwilambwe est en détention prolongée pour avoir consigné sur le document de livraison des intrants destinés à la prise en charge de la malnutrition. Ces intrants ne sont jamais arrivés à destination. Pour le Médecin Représentant provincial du Syndicat national des Médecins, Dr Eric Lugunda, ces accusations sont non fondées. Même son de cloche, du côté de l'autre branche du Syndicat des Médecin du Congo : "Si, c'est vrai qu'il est même coupable, il peut être poursuivi mais cela ne veut pas dire qu'il soit détenu de façon prolongée dans la prison ; voilà pourquoi nous exigeons sa libération.

Haut-Katanga : la Police disperse la marche de l'UDPS à Lubumbashi. Pour les disperser les forces de l'ordre ont fait usage gaz lacrymogène. Parmi les revendications de ces manifestants figurent le rejet de Ronsard Malonda comme président de la Ceni, la démission du bureau de l'Assemblée nationale sans oublier aussi le rejet du confinement de trois jours décidés par les autorités provinciales. A Kasumbalesa c'est une marée humaine qui a tout bravé pour se retrouver dans la rue. A Kipushi les manifestants ont été empêchés par la police. A Likasi les rues sont restées désertes. Les militants de l'UDPS ont manifesté, en dépit de la décision, interdisant toutes les marches programmées sur toute l'étendue du territoire national.

Tshopo : la Police étouffe la marche de l'UDPS, 3 blessés. Six militants de l'Union pour la démocratie et le progrès social dont parmi eux, trois ont été blessés, ont été interpellés, jeudi 9 juillet, lors de la marche organisée à Kisangani (Tshopo) pour s'opposer à l'entérinement de Ronsard Malonda comme président de la Ceni. Les 6 militants ont été relâchés par la suite, mais tous déclarent avoir perdu leurs téléphones, des cartes d'électeur ainsi que de l'argent.

Ituri : 37 morts dans une nouvelle attaque des miliciens de Codeco à Djugu. Des sources sécuritaires ajoutent que plusieurs personnes ont été blessées, indiquant que le bilan pourrait s'alourdir, étant donné que d'autres blessés se trouvent encore dans la brousse et sans assistance. Ces rebelles ont également pillé des biens et détruit des habitations de la population

Les miliciens de la milice Codeco ont investi le village Bounzenzele vers 4 h du matin. Des sources sécuritaires parlent de près de 400 à 500 personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants qui ont participé à cette attaque.

Marche de l'UDPS : les activités ont tourné au ralenti à Matadi, 4 blessés. Les Policiers déployés dans les grandes artères ont empêché la manifestation de l'Union pour la démocratie et le progrès social, en usant des gaz lacrymogènes. Selon des témoins 4 militants du parti présidentiel ont été blessés. En début d'après-midi, un calme régnait dans tous les points chauds de la ville de Matadi et Boma où d'importants dispositifs policiers ont été déployés.

Tanganyika : cinq personnes interpellées lors de la marche de l'UDPS à Kongolo. À Kalemie dans le Tanganyika, des combattants de l'UDPS ont tenté de manifester contre l'entérinement par l'Assemblée nationale de Ronsard Malonda comme président de la CENI. La police les a empêchés de rejoindre le centre-ville pour aller déposer leur mémo adressé au président de l'assemblée provinciale. Ils ont alors décidé de quitter la place Kisebwe pour le quartier général de la

MONUSCO, pour lire leur mémorandum. Ils ont par la suite remis une copie de leur document au chef de la section des Affaires politiques.

Beni : les policiers déployés dans les grandes artères interpellent 10 militants de l'UDPS. La Marche de l'UDPS contre l'entérinement par l'Assemblée nationale de la candidature de Ronsard Malonda à la tête de la Ceni a été étouffée jeudi 9 juillet 2020 à Beni dans le Nord-Kivu. Dix militants du parti présidentiel ont été interpellés, déplore le porte-parole de la sous-fédération de l'UDPS/Beni, Bora Uzima.

Beni : la Monusco sépare 53 enfants du groupe armé UPLC. La plupart de ces enfants seront transférés à l'ONG ACOPE (Action Concrète pour la Protection de l'Enfance) pour leur prise en charge transitoire avant la réinsertion dans leurs familles. Parmi ces enfants, il y a 41 garçons et 12 filles. Leur âge varie entre 14 et 17 ans. Tous attendaient dans le centre de regroupement de Kalunguta, depuis quelques mois, pour cette séparation. Pour le responsable de la Section Protection de l'Enfant de la Monusco, Bernard Okanda, cette action vise à amener les groupes armés à renoncer au recrutement des enfants.

Vendredi 10 juillet.

Coronavirus en RDC : aucune personne n'est sortie guérie jeudi dans les CTCO. D'après le bulletin du secrétariat multisectoriel de la riposte contre le Coronavirus en RDC publié vendredi 10 juillet à Kinshasa, aucune personne n'est sortie guérie dans les centres de traitement Covid-19 (CTCO) la veille. Aussi, aucun nouveau décès parmi les cas confirmés. Par contre, sur les 566 échantillons testés ; 59 nouveaux cas confirmés, dont 43 à Kinshasa, 5 à Lualaba, 5 au Nord-Kivu, 2 au Kongo Central, 2 en Ituri et 2 au Sud-Kivu. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 7.905. Au total, il y a eu 189 décès et 3.513 personnes guéries. **Coronavirus à Kwango : la province ne compte plus de cas confirmés.** La ministre provinciale de la santé a indiqué jeudi 9 juillet que le seul cas enregistré dans la province du Kwango a été déclaré guéri par l'INRB. D'après elle, tous les cas contacts ont été bien suivis et ils sont sortis de leur isolement. **Nord-Kivu : 8 cas confirmés de Covid-19 à la prison centrale de Munzenze.** « On a des cas dans la prison de Munzenze, 8 cas sont déjà confirmés et nous avons commencé les mesures de prophylaxie dans la prison. Nous avons même envisagé construire en urgence en bâche, déplacer certains bureaux et permettre qu'il y ait séparation des suspects », a indiqué le gouverneur. Toutes les mesures sont prises pour éviter au maximum la propagation de la maladie dans la prison de Munzenze, a-t-il assuré.

Kongo-Central : la société civile non favorable à l'entérinement de Ronsard Malonda. D'après ce communiqué, il n'est pas question d'accepter de sacrifier la nation et la valeur de la démocratie à cause de l'appartenance de Ronsard Malonda à la tribu Kongo. Ce n'est pas honorable pour le peuple mukongo qui est réputé être honnête dans toute leur entreprise, poursuit ce communiqué. Selon le même communiqué, Ronsard Malonda ne peut diriger la Ceni du faite que selon elle, c'était lui le cerveau de la centrale électronique qui manipulait les chiffres pour les 3 cycles électoraux antérieurs ponctués d'irrégularités. Donc, il était la plaque tournante, et Corneille Nangaa n'était qu'un politicien.

Nord-Kivu : les Fardc récupèrent 3 villages jadis occupés par les miliciens Maï-Maï à Lubero. Les villages désormais sous contrôle des Fardc sont Makoko, Kasiyiro et Masumo, situés dans les groupements Bulengya et Luongo au Nord-Ouest du territoire de Lubero. Ils sont sous contrôle de l'armée, après de violents affrontements qui ont opposé jeudi tôt le matin les Fardc aux miliciens Maï-Maï/FPP. Aucun bilan de ces affrontements n'est disponible pour le moment.

Haut-Lomami : 14 morts dans un accident de circulation à Lubudi. Le chauffeur se sentant fatigué a demandé de se reposer avant de poursuivre le voyage. Le convoyeur qui est de parenté avec le propriétaire du camion a insisté qu'il fallait continuer avec le voyage. C'est ainsi qu'il va récupérer la clé de contact et se mettra au volant. Arrivé à la hauteur de la colline dénommée Pindji, il a perdu le contrôle et le camion s'est renversé.

Sud-Kivu : la Monusco installe des contenaires pour la PNC/Bukavu. Ces contenaires sont installés aux quartiers Funu, Buholo 3 et Bugabo en commune de Kadutu. D'autres encore à Nyantende, Kasihe et Kavumu en territoire de Kabare. Ils sont équipés des coffres forts pour la protection des armes et munitions, connectés à un système d'énergie solaire.

Nord-Kivu : calme précaire à Pinga après des affrontements entre deux factions dissidentes de NDC/R. Cette cité a été, toute la journée jeudi, le théâtre de violents affrontements entre deux factions dissidentes du groupe Nduma Defense of Congo, NDC-Rénové, de Mwisa Guidon. Les habitants qui ont passé la nuit en brousse, fuyant ces affrontements, rentrent progressivement dans leurs villages, ce vendredi matin.

Equateur : l'essence se négocie à 2.5 USD/litre à Mbandaka. Le litre de l'essence a doublé en moins d'une semaine dans la ville de Mbandaka (Equateur) à cause de la pénurie dans les stations-services. Le litre est passé de 2.200 à 5.000 FC. Il y a rupture générale de stocks chez les dépositaires de la ville, lesquels ne s'alimentent plus à partir de Kisangani, ou au Congo-Brazzaville à cause de la fermeture des frontières liée à la pandémie de la COVID-19.

Haut-Katanga : les villes de Lubumbashi, Kasumbalesa, Likasi et la cité de Kipushi seront confinées samedi 11 juillet. Le porte-parole du gouvernement provincial, indique que le confinement est maintenu uniquement pour la journée du samedi 11 juillet, « en vue de permettre aux équipes de riposte de continuer le travail de prélever les échantillons des cas suspects. » Cette décision intervient quelques heures après la marche organisée par l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et ses alliés. Parmi les revendications des manifestants il y avait notamment la désapprobation du confinement de trois jours, décidé par les autorités provinciales.

La faim pourrait tuer plus de gens que la Covid-19, selon Oxfam. Selon OXFAM, 121 millions de personnes supplémentaires pourraient être poussées au bord de la famine en raison des retombées sociales et économiques de la pandémie, notamment par le chômage de masse, l'interruption de la production et la diminution de l'aide. La situation est plus grave en Afrique de l'Est et du Centre où plus de 47 millions de personnes étaient déjà en insécurité alimentaire, note le communiqué. Les pays les plus concernés, précise OXFAM, sont la RDC, avec un peu plus de 15 millions de personnes en insécurité alimentaire; l'Éthiopie, avec 8 millions, le Soudan avec près de 6 millions et le Sud-Soudan avec 7 millions de personnes. Outre la pandémie et les conflits, OXFAM note le sous financement de l'aide humanitaire, la baisse des recettes fiscales et du prix de pétrole, entre autres. Devant cette situation alarmante, OXFAM appelle à l'annulation de la dette et au financement intégral de l'appel humanitaire covid-19 des Nations Unies dans l'objectif d'atténuer les effets de cette pandémie sur la sécurité alimentaire.

Bas-Uele : un deuxième ministre du gouvernement provincial démissionne. Le Ministre provincial en charge de l'Intérieur, sécurité, ordre public et Affaires coutumières de la Province du Bas-Uélé, Eric Mayakakabe, a démissionné jeudi 9 juillet de son poste. Il évoque les raisons d'ordre personnel pour justifier son acte, mais sans d'autres précisions. Réagissant à cette défection, le Conseiller en communication du Gouverneur de Province, qualifie d'un non-événement. Car, déclare-t-il, le soi-disant démissionnaire est suspendu de ses fonctions pour une durée indéterminée depuis environ cinq mois. Et ce, pour avoir affiché un comportement contraire à celui de son rang.

Haut-Katanga : trois groupes parlementaires dénoncent le confinement décidé par les autorités provinciales. Pour eux, le confinement de trois jours qui a commencé jeudi 9 juillet n'était qu'une manœuvre pour étouffer la marche prévue le même jour par certaines formations politiques. Aux dernières nouvelles, ce confinement a été annulé pour la journée de vendredi sans raison valable.

Samedi 11 juillet.

Covid-19 en RDC : 102 personnes sorties guéries des CTCO, la barre 8000 cas confirmés bientôt franchie. Le bulletin d'information du secrétariat technique du Comité multisectoriel de riposte à la pandémie de Covid-19 indique 66 nouveaux cas confirmés, dont 58 à Kinshasa, 3 au Sud-Kivu, 2 au Nord-Kivu, 2 à Lualaba et 1 au Sud-Ubangi ont été enregistrés alors que 893 échantillons ont été testés. Le cumul des cas est de 7.971. Au total, il y a eu 189 décès.

Nord-Kivu : la milice Nyatura occupe des villages de Masisi abandonnés par les combattants NDC/R. C'est depuis mercredi dernier que les combattants de NDC/R de Guidon ont commencé à se retirer de leurs positions dans plusieurs villages de la chefferie de Bashali Mokoto, qu'ils occupaient depuis plusieurs mois. C'est à la suite de la dissension au sein de cette milice locale. La société civile déplore cependant qu'à leur départ, ces combattants se soient livrés aux actes de pillage des chèvres et des boutiques. Cette structure citoyenne se dit inquiète de constater, qu'après le départ de NDC/R, ce sont les Nyatura, une autre milice locale, qui occupe ces positions abandonnées. Elle appelle au déploiement de l'armée loyaliste.

Les notables de Beni appellent la justice internationale à enquêter sur les tueries de Beni et Djugu. « Au gouvernement congolais et la cour pénale internationale en tant qu'institution de l'ONU de promouvoir une justice juste, car cela permettra de mettre la main sur les personnes citées dans les différents rapports des ONG de droit de l'homme nationales et internationales sur les crimes de guerre, crimes contre l'humanité qui se passent en RDC en général et à Beni et Djugu en particulier, afin qu'ils répondent de leurs actes ».

Manifestation contre Malonda : l'UDPS dresse un bilan de 6 morts, 92 blessés par balles, 115 interpellations à la suite des manifestations organisées pour s'opposer à l'entérinement de la candidature de Ronsard Malonda à la tête de la CENI. «L'UDPS/Tshisekedi rend responsable le gouvernement de la République pour avoir, dans son communiqué du 8 Juillet 2020, tenu des propos qui ont incité la Police nationale congolaise à commettre des actes de violence contre des manifestants pacifiques qui ne demandaient qu'à être encadrés ; le commissaire général de la police pour des ordres manifestement illégaux donnés à la police ». Le secrétaire général de l'UDPS appelle les sympathisants à demeurer attentifs.

Le ministre de la Justice Célestin Tunda démissionne. « Après avoir été informé, au cours du débat, que l'Assemblée nationale était déjà en possession des observations du Gouvernement sur ces propositions de loi depuis le 18 juin 2020 à l'initiative personnelle du vice-Premier ministre, ministre de la Justice et Garde des Sceaux, le Conseil des ministres a jugé inopportune de poursuivre l'examen de cette question laissant la procédure parlementaire en cours se poursuivre à l'Assemblée Nationale », indique le compte rendu. Le ministre Célestin Tunda sera interpellé le 27 juin pour avoir transmis au Parlement des avis non validés par le gouvernement sur des nouvelles réformes de la justice proposée par les députés Aubin Minaku et Gary Sakata. Des cadres du Front commun pour le Congo vont se rendre devant le bâtiment où le ministre de la justice a été amené. Après plusieurs heures d'audition au parquet général près la Cour de Cassation, le vice-premier ministre et ministre de la Justice Célestin Tunda a été relaxé dans la soirée. Avant de rentrer chez lui, M. Tunda fait escale au siège du Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD) où il a été encouragé par les membres du parti. Il a fait une déclaration qui a créé des commentaires allant dans tous les sens. Il a affirmé appeler un personnage haut placé qui lui a demandé de garder son calme. Dans une déclaration faite le même 27 juin 2020, les membres du gouvernement ont exprimé leur indignation pour « l'humiliation subie par leur collègue, le vice-premier ministre et ministre de la Justice, Célestin Tunda ya Kasende, interpellé à son domicile à Kinshasa par la Police nationale congolaise (PNC). Les propositions des lois sur la réforme judiciaire ont donc entraîné le départ de Célestin Tunda du gouvernement.

Djugu : les Fardc et la Monusco déjouent une attaque des miliciens à Jitso. C'est aux environs de 17 h, qu'une longue file d'une centaine de véhicules, en destination de Mahagi arrive à cet endroit. Aussitôt des assaillants ouvrent le feu. L'échange des tirs avec les Fardc et les forces de la Monusco va durer près de 30 minutes avant que ces miliciens ne battent en retraite, témoigne cet habitant. La Société civile de ce territoire plaide pour le retour de la position des Fardc à cet endroit, très fréquenté par les personnes déplacées.

Beni : 3 morts et plusieurs maisons incendiées dans des attaques des ADF dans la chefferie de Batangi-Mbau. Trois personnes ont été tuées et plusieurs maisons incendiées dont une pharmacie et un centre de santé, lors d'une incursion des rebelles des ADF à Maliyajamais et Mangazi, deux villages de la chefferie de Batangi-Mbau en territoire de Beni ce samedi 11 juillet matin. Ces attaques ont causé un déplacement massif de populations de Mangazi et Maliyajamais vers la commune rurale d'Oicha jugée plus au moins sécurisée.

Marche contre Malonda : Félix Tshisekedi condamne les actes ayant entraîné la mort des personnes et la dégradation des biens. « Le chef de l'Etat a indiqué que s'il peut comprendre ces réactions d'exacerbation du peuple face aux couacs et irrégularités constatés jusque-là dans le processus devant mener à la désignation du président du bureau de la Ceni, en revanche, il condamne les actes qui ont entraîné la mort des personnes et la dégradation des biens publics et privés. Il exige que toute la lumière soit faite sur ces incidents et que les responsabilités soient établies et les coupables punis », note le compte rendu. Le Président de la République a saisi une fois de plus cette occasion pour exiger de la part des animateurs des institutions de la République, des dirigeants des partis politiques et ceux de la société civile, « un comportement irréprochable fondé sur le respect des lois du pays et des chartes régissant les organisations privées, sur la recherche de la paix sociale et la sauvegarde de l'unité nationale sur fond de valeurs éthiques et morales ».

Plaidoyer pour l'élévation de Léon Kengo et du Juge Yanyi à l'Ordre national « Héros nationaux » Kabila-Lumumba Le Président de la République y a réservé une suite favorable pour les honorer, l'un de son vivant et les deux autres à titre posthume, à cause de leur mérite et des services rendus par les intéressés à la nation. Ayant constaté à cette l'occasion le vide juridique sur ce statut d'héros national, le Président de la République estime qu'il est plus que temps de soumettre, sous la supervision du Premier ministre, cette question à la Commission interministérielle permanente des lois et textes réglementaires pour réfléchir et proposer un statut juridique précis de « Héros national ».

Le Haut Commandement militaire réitère sa loyauté envers Felix Tshisekedi. Les hauts gradés militaires ont assuré le Chef de l'Etat qu'ils sont totalement dévoués au service du Peuple Congolais et à la cause du Congo, des droits de l'homme, du droit international humanitaire et des règles d'engagement dans l'accomplissement de leurs missions régaliennes. Dans leur déclaration, les Fardc promettent au chef de l'Etat, « d'exécuter scrupuleusement et correctement toutes vos instructions en vue d'éteindre tous les foyers d'incendie et de neutraliser de manière définitive toutes les forces

négatives, auteurs de l'insécurité à travers l'ensemble du territoire national de manière à produire la paix, facteur essentiel pour garantir les investissements, producteurs des richesses et du développement de notre pays », a indiqué porte-parole des Fardc.

Dimanche 12 juillet.

Covid-19 en RDC : la barre de 8000 cas confirmés franchie. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 8.033. 62 nouveaux cas ont été confirmés, dont 49 à Kinshasa, 5 au Sud-Kivu, 4 au Nord-Kivu et 4 à Lualaba. Au total, renseigne le bulletin, il y a eu 189 décès et 3.615 personnes guéries. Selon le secrétariat technique note que 415 cas suspects détectés après investigations et que 466 échantillons ont été testés.

La démission du ministre de la Justice est un acte de bravoure, selon Lucaïn Kasongo. Pour le député national et président de la commission PAJ à l'Assemblée nationale, il vaut mieux partir tête haute lorsqu'on estime que le climat ne permet plus d'exercer ses fonctions comme il se doit. Pour sa part, l'UDPS n'a pas souhaité réagir à cette démission du ministre de la Justice pour ne pas donner l'impression de vouloir, selon son secrétaire général, interférer dans le fonctionnement des institutions comme ce fut le cas pendant le procès des 100 jours.

La démission du ministre de la Justice semble être le fruit des négociations entre les alliés au pouvoir (Analyste). Selon Félicien Kabamba, professeur à la Faculté des sciences sociales, les deux alliés, FCC et CACH, auraient privilégié la démission en lieu et place des poursuites judiciaires contre le vice-premier ministre, ministre de la justice et garde des sceaux Célestin Tunda Ya Kasende. « La négociation a abouti à l'abandon de la voie judiciaire et en contrepartie, le départ du gouvernement du ministre Célestin Tunda ya Kasende », explique Félicien Kabamba.

Léon Kengo admis au rang de Grand cordon des ordres héros nationaux Kabila-Lumumba, pour ses services loyaux rendus à la nation congolaise et récompenser le sens élevé du respect au devoir patriotique. « Vous totalisez 62 ans de vie publique et politique. Cette longévité fait de vous un témoin incontournable de l'histoire politique de notre Nation ». Kengo Wa Dondo a dirigé à la fois le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire en assumant dans son parcours les fonctions de Premier ministre, procureur général de la République ainsi que du président du Sénat.

Nord-Kivu : la population de Bashali demande un cantonnement rapide des miliciens du groupe NDC/Rénové. Depuis la création du groupe armé NDC/Rénové de Guidon en juillet 2014, les combattants de ce groupe percevaient une taxe mensuelle de 1000 fc sur toute personne âgée d'au moins 15 ans. Les véhicules qui allaient s'approvisionner en vivres dans les marchés situés dans les zones contrôlées par ce groupe payaient une taxe de 40.000 francs congolais. Les agriculteurs devaient contribuer en nature à la ration des combattants. « S'ils ne sont pas pris en charge, ils vont commencer à barricader la route de Kitshanga vers Pinga et les exactions seront nombreuses... la population sera kidnappée, la population sera tuée. Si le gouvernement pouvait nous aider, les sortir de ce milieu pour aller les cantonner ailleurs ».

La Cour militaire de l'ex-Kasaï-Occidental organise des audiences foraines à Tshikapa avec le soutien de la Monusco. Pendant un peu moins de dix jours, 13 dossiers impliquant 25 prévenus détenus seront instruits. Parmi les accusés, un major de l'armée congolaise, plusieurs militaires de rang et des miliciens. Ils sont notamment poursuivis pour participation à un mouvement insurrectionnel, viols, meurtre et tentative de meurtre.

Ituri : le gouvernement irlandais offre 40 tonnes de l'aide humanitaire aux déplacés. Pour un montant estimé à 540.000 Euros, ce don est constitué de bâches, tentes, ustensiles de cuisine, moustiquaires, kits hygiéniques, lampes solaires ou encore de couvertures. Une assistance destinée aux personnes, les plus touchées, qui ont été contraintes de quitter leurs villages à cause des attaques des miliciens de la Codeco, indique le responsable de l'ONG Trocaire en RDC. La province de l'Ituri enregistre à ce jour, environ 1 600 000 personnes déplacées qui vivent dans des conditions humanitaires déplorables, a indiqué le gouverneur de l'Ituri, Jean Bamanyisa. D'où cet appel à la solidarité qu'il a lancé à tous les partenaires pour appuyer les efforts du gouvernement dans le but de soulager la souffrance de ces familles, a-t-il dit.

Haut-Katanga : 7 prisonniers s'évadent de la prison de Buluo, à Likasi dans le Haut-Katanga. Les sept évadés sont des bandits de grand chemin déjà condamnés à de lourdes peines. Les circonstances de leur fuite ne sont pas encore connues. Les policiers de garde sont aux arrêts pour raison d'enquêtes qui sont déjà en cours. La prison de haute sécurité de Buluo a une capacité d'accueil d'une centaine de personnes. Elle compte plus de 700 pensionnaires et les bâtiments sont vétustes.

Le député Claude Misare invite Félix Tshisekedi à proclamer l'état de siège dans la partie orientale. Face à la persistance des cas de tueries et violences perpétrées dans la partie Est de la RDC particulièrement en Ituri, Beni-ville et Beni territoire, le député national élu d'Uvira dans la province du Sud Kivu Claude Misare plaide pour la proclamation d'un Etat de siège. Il recommande aussi l'ouverture des enquêtes contre les personnes impliquées dans le soutien de groupes armés.

Lundi 13 juillet.

Coronavirus : 42 nouveaux cas confirmés, 5 personnes guéries dimanche. D'après le bulletin du secrétariat multisectoriel de la lutte contre le Coronavirus en RDC publié lundi 13 juillet à Kinshasa, 42 nouveaux cas dont 29 à Kinshasa, 8 au Nord-Kivu et 5 à Lualaba ont été confirmés la veille. Ainsi, le cumul des cas est de 8.075. Au total, il y a eu 190 décès et 3.620 personnes guéries depuis le début de l'épidémie. **Nord-Kivu : désinfection des marchés publics à Goma,** pour limiter la propagation de covid-19, tout en maintenant les activités économiques. Le marché central de Virunga a été le premier à bénéficier de cette opération qui concerne principalement tous les marchés publics de Goma. Allées, étalages, et bureaux du marché central de Virunga ont été désinfectés dimanche, par des agents qualifiés avec un matériel approprié. Le président du marché central de Virunga, Faustin Kambale, pour sa part, estime que le seul problème reste le respect de la distanciation sociale par les clients dans ce marché.

La marche de Lamuka dispersée par la police à Kananga. Les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogènes pour éparpiller les militants qui avaient commencé leur marche aux abords du rond-point Notre Dame. Le jeudi, la maire de Kananga a sorti un communiqué, annonçant l'interdiction de "toutes les marches publiques" dans la ville "jusqu'à la fin de cet état d'urgence". Mamie Kakubi invitait tous les services de sécurité à veiller au respect de sa décision.

L'économie toujours en récession, -2,4% de croissance depuis mars 2020. Le comité de politique monétaire de la banque centrale du Congo recommande au gouvernement de poursuivre avec la gestion des finances publiques sur base caisse, c'est-à-dire ne dépenser que ce qu'il a. Le baromètre qui mesure la confiance des chefs d'entreprise est négatif, -22% pour exprimer leur pessimisme quant à l'évolution de la conjoncture économique à court terme. Sur le marché des biens et services, le CPM note un rythme élevé de la formation des prix au mois de juin. Cela se justifie par les 7% d'inflation enregistré depuis mars, le début de covid-19 en RDC. La gestion des finances publiques pour le mois de juin s'est soldée par un déficit de plus de 115 milliards de francs congolais. La banque centrale dit avoir couvert ce déficit, en partie avec l'emprunt sur le marché local auprès des banques commerciales par l'émission des bons du trésor pour 11,7 milliards de francs. Et en partie, par l'appui financier reçu du FMI. La tension est plus accentuée sur le marché de change. L'unité de monnaie américaine vaut 1906 francs au taux de la banque centrale contre 1977 sur le marché parallèle.

Maniema : le tribunal militaire de garnison manque des juges. "L'ONG Haki za Binadamu Maniema est profondément préoccupé par la paralysie et le dysfonctionnement scandaleux du tribunal militaire de garnison du Maniema, occasionné par l'absence de son président et l'unique juge de carrière qui anime cette juridiction militaire. Cette situation constitue donc un déni de justice et de droit à une bonne justice. Ce qui incite les justiciables à recourir à la justice privée, avec les conséquences que cela implique et qui risquent de plonger la province dans une sorte de jungle (...) elle appelle l'Etat congolais à renforcer le système judiciaire pour faciliter l'accès à la justice.

Maniema : 3 000 ménages victimes d'escroquerie au nom de l'assistance humanitaire dans le territoire de Kailo. Selon le président de la société civile, des présumés agents de la division provinciale des affaires humanitaires distribuaient des jetons d'assistance moyennant 10 à 50 mille Fc. "Je voudrais d'abord dire au gouverneur de province de se saisir de ce dossier pour diligenter d'abord l'enquête. Parce qu'il y a nécessairement certaines autorités qui doivent être impliquées dans ce dossier-là. Aucun rapport n'a été fait à l'autorité. Ils savent quelque chose. C'est-à-dire le chef de secteur doit nous expliquer, l'administrateur de territoire doit nous expliquer parce que, tout cet argent ici, si je compte ces gens sont partis avec à peu près 20 mille dollars américains. Nous allons amener ces gens devant la justice", a-t-il fait savoir.

Sud-Kivu : la campagne de vaccination contre le choléra prévue du 21 au 25 juillet à Uvira. L'objectif était d'expliquer le contexte difficile de la maladie à coronavirus dans lequel intervient cette campagne de vaccination contre le choléra. Selon les organisateurs, la campagne contre cette maladie se fera en deux phases dans une stratégie de porte à porte du 21 au 25 juillet. Elle cible principalement les personnes âgées d'une année jusqu'à l'âge adulte. Pour l'un des leaders de la nouvelle société civile congolaise d'Uvira, cette campagne de grande envergure a la particularité de toucher 80% de la population locale d'Uvira. Après les récentes inondations causées par les pluies diluviennes, des nouveaux cas ont été enregistrés dans la ville ainsi que dans les cités de Kiliba Kagando, Sange et les localités de la basse plaine de la Ruzizi. A

part Uvira, d'autres zones de santé comme Minova, Nundu, Fizi et Idjwi sont concernées au Sud-Kivu par cette vaccination contre le choléra.

Isiro : la police disperse la marche de Lamuka contre Ronsard Malonda à la Ceni. Les éléments de la police ont dispersé les manifestants à la hauteur du marché central alors qu'ils étaient au point d'entamer leur marche pourtant pacifique comme convenu avec les autorités locales et ils ont arrêté 12 personnes.

Sud-Kivu : pas de marche à Uvira, la police a encerclé le siège de l'Ecide. « On ne peut pas permettre qu'il y ait un nouvel agent de la Ceni à la tête de cette institution avant qu'il y ait de réforme préalable. Donc nous demandons qu'il y ait réforme de la Ceni car c'est une institution qui donne la garantie à la stabilité du pays pour la démocratie. C'est ça l'objectif de notre marche pour aujourd'hui. Mais même si la marche n'a pas eu lieu, nous sommes au bureau. Nous ne voulons pas faire un bras de fer avec la police parce que si nous le faisons, certainement ils vont tirer, comme d'habitude sur le peuple congolais et on va enregistrer des dégâts, soit du côté de la police soit du côté des manifestants. Parce que les jeunes avec qui nous sommes sont en colère. Comme le cas par exemple d'hier (dimanche) à Kiyaya, quartier Kasenga, où un jeune a été tué et qui fait que les jeunes sont en colère aujourd'hui », a déclaré le coordonnateur de Lamuka à Uvira, Robert Maungano Kihyoka.

Beni : la police étouffe la Marche de Lamuka et du RCD/ MKL contre l'entérinement de Ronsard Malonda à la Ceni. Déjà tôt le matin, des éléments de la police étaient positionnés au Rond-Point Enra, considéré comme point de départ de toutes les manifestations dans la ville de Beni. Et Pendant que les militants de Lamuka et du RCD / KML s'apprêtaient à partir de ce lieu pour cette manifestation, la marche a été rapidement étouffée par la police. Les deux personnes arrêtées sont identifiées comme des cadres du RCD / KML. D'après des sources policières, la police souhaite d'abord les auditionner et obtenir l'avis du procureur près le tribunal de grande Instance de Beni sur leur cas, en cas de probable libération.

Marche de Lamuka à Kinshasa : Jean-Pierre Bemba se félicite de la forte mobilisation. « Un grand merci pour votre forte mobilisation. Unis et déterminés nous ferons basculer les décisions pernicieuses et arbitraires à l'encontre de la volonté du peuple. Merci également à la police d'avoir encadré les manifestants tout au long de la marche », a écrit Jean-Pierre Bemba, président du MLC et membre de la plateforme politique Lamuka sur son compte twitter.

Lubumbashi : la marche de Lamuka reportée. D'après les sources contactées, elle a été reportée sur demande de la Fondation katangaise. Des vidéos qui circulent sur les réseaux sociaux montrent les membres de la Fondation katangaises partis rencontrer Moïse Katumbi, l'un des organisateurs de la marche. A en croire le président de cette fondation, ils lui ont fait voir que le moment n'était pas indiqué pour organiser cette marche car il y aurait des infiltrés préparés pour saboter cette marche. Ainsi, ils lui ont demandé de reporter cette marche, le temps d'harmoniser avec les autorités pour que cette marche se tienne dans des bonnes conditions.

Bukavu : les leaders des partis politiques de Lamuka interpellés par la police. La marche prévue ce lundi 13 juillet à Bukavu par les partis politiques du regroupement Lamuka a été étouffée par la police. Le lieu de rassemblement a été investi par la police avant le début de la marche qui avait comme objectif le refus de l'entérinement de Ronsard Malonda à la tête de la CENI. Pour sa part, le commandement de la police Sud-Kivu n'a pas souhaité confirmer ni infirmer les cas d'arrestation de quatre leaders du MLC et de PND dans les rangs des manifestants.

Kwilu: marche de Lamuka encadrée par la police et sans incidents à Kikwit. Plusieurs milliers des personnes ont pris part à cette marche, qui est arrivée jusqu'à la mairie de Kikwit suivant la volonté des manifestants. A ce niveau un mémorandum a été lu par le coordonnateur de Lamuka ville de Kikwit, Me Jules Muyenga. Cette marche de Lamuka encadrée par la police nationale congolaise s'est déroulée sans incident dans la ville de Kikwit.

Mardi 14 juillet.

Coronavirus : 328 nouveaux guéris, zéro décès lundi 13 juillet. Le comité multisectoriel de riposte indique que 60 nouveaux ont été enregistrés dont 47 à Kinshasa, 10 au Nord-Kivu, 1 en Ituri, 1 au Kongo Central et 1 Lualaba ramenant le cumul de cas à 8 134 cas dont 190 décès et 3 948 guéris. « La compagnie Congo Airways affectée par les effets de la Covid-19 ». « Il y a quelques vols très rares qui se font au niveau du cargo et puis aussi il y a des vols des rapatriements des compatriotes qui sont bloqués dans les pays étrangers et aussi quelques affrètements mais ce sont des revenus qui sont vraiment très faibles qui ne peuvent pas nous permettre de bien fonctionner », poursuit Désiré Balazire. Pour sortir de la crise et espérer une meilleure relance des activités, la compagnie affirme avoir écrit au Fonds de Promotion de l'industrie FPI pour demander de l'aide pour faire face à cette crise sanitaire.

Marche de Lamuka : la police salue le professionnalisme des unités déployées. La police dit n'avoir enregistré aucun décès, aucun blessé ni aucun dégât matériel dans tout le pays. D'après la même source, les quelques militants interpellés ont été relâchés, à l'exception des Kuluna.

Procès Freddy Kambale : le policier meurtrier écope d'une peine de servitude pénale à perpétuité. L'agent de police, Eric Mongosa Ombeni de la Légion nationale d'intervention, a été reconnu coupable de meurtre du militant de la Lucha, Freddy Kambale. Hormis cette peine, le condamné doit payer par solidarité avec l'Etat congolais, une somme de 100 000 USD de dommages et intérêts à la famille de la victime. Si la partie civile est satisfaite, ce n'est pas le cas de la défense qui a promis interjeter appel. Les militants de la Lucha qui se disent, eux, satisfaits en partie, exhorte le ministère public à pousser ses enquêtes au-delà du condamné pour poursuivre aussi celui qui a ordonné de tirer sur le militant.

Les ministères de l'EPST et celui de l'environnement s'engagent à impliquer les élèves dans la protection de la biodiversité. Pour ce faire, le ministre de l'environnement, Claude Nyamugabo, a remis lundi 13 juillet à son collègue de l'EPST, Willy Bakonga, des matières à insérer dans les programmes éducatifs au niveau primaire et secondaire. L'objectif est d'initier les enfants congolais dès le bas âge à adopter des comportements positifs vis-à-vis de l'environnement.

Ituri : six personnes tuées par les ADF à Abembi, dont trois membres de la Croix-Rouge locale. Les victimes sont tombées dans l'embuscade de ces hommes armés pendant qu'elles recherchaient les corps de certains habitants dans la forêt. Ces derniers sont morts dans une attaque la veille par ce même groupe armé.

Sud-Kivu : des acteurs agricoles disposés à mettre en place un plan national agricole. Ce plan prévoit la revalorisation des agronomes et moniteurs agricoles ainsi que les ménages. Également la réhabilitation de tous les programmes agricoles nationaux que le pays a connus. Maïs, programme Riz, et si réellement les agronomes sont motivés à rester chacun dans leur village, il y aura un grand changement et un plus grand impact", a indiqué le Pr Antoine Kanyenga Lubobo. A l'issue de deux journées (28 et 29 décembre 2019) de réflexions organisées par l'exécutif national à Zongo, dans le Kongo-Central, le président Felix Tshisekedi s'était proposé de diversifier l'agriculture.

Goma : la manifestation de Lamuka contre Ronsard Malonda à la Ceni émaillée de plusieurs incidents, selon le gouverneur. Dressant le bilan de cette marche qui s'est déroulée lundi 13 juillet à Goma, le gouverneur du Nord-Kivu, déplore l'agression, pendant ces manifestations, contre un policier qui se trouve en état critique à l'hôpital. Il estime que les organisateurs des manifestations sont responsables de l'incident et exige l'ouverture d'une enquête. Pour le coordinateur de la jeunesse Lamuka/Nord-Kivu : "Nous avons eu une centaine de personnes interpellées et une dizaine de blessés par la police que nous fustigeons. Nous, nous étions cent pour cent pacifiques. Le policier a été agressé par les manifestants à Majengo. Là n'était pas notre itinéraire".

Marche Lamuka : « La non tenue de la marche à Lubumbashi était motivée par le souci de préserver les vies humaines », Moïse Katumbi. « J'ai recoupé des informations, il y a des gens qui s'arrangeaient pour perpétrer le massacre au niveau de notre marche. La Fondation Katangaise est venue me voir pour me dire la même chose qu'il y avait un danger. Moi, je suis un leader qui voit l'avenir de notre pays. L'avenir de notre pays, c'est la population Congolaise. On n'a pas besoin des morts dans notre pays... Les gens, peut-être, pourront dire que Moïse Katumbi a eu peur de marcher. Je n'ai pas peur de la mort, j'ai peur de faire tuer les autres ». Il a condamné le meurtre des 3 militants de l'UDPS retrouvés dans la rivière.

Kasaï : le trafic interrompu sur le pont Tshikapa, endommagé après le passage d'un camion «surchargé». Il a été sérieusement endommagé par le passage d'un gros camion transportant des sacs de ciment. Selon des témoignages sur place, le véhicule s'est enfoncé dans le pont qui n'a pas supporté la charge. Le véhicule a été écarté mais le trafic n'a pas encore repris à cause de la détérioration du pont qui est d'une grande importance pour la ville de Tshikapa.

La marche du 13 juillet a exposé la population à la contamination au Coronavirus (Gilbert Kankonde). « Les participants condamnent la violation de l'État d'urgence et la volonté délibérée des organisateurs à exposer la population à la contamination au Coronavirus », a indiqué le ministre Kankonde, qui a lu le compte-rendu de la réunion. Concernant la candidature entérinée de Ronsard Malonda à la tête de la Commission électorale nationale indépendante, la Société civile de la RDC demande au Conseil d'Etat d'annuler l'entérinement de la Candidature de Ronsard Malonda par l'Assemblée nationale.

Haut-Katanga : 3 corps sans vie retrouvés à la rivière Lubumbashi. « Dans la soirée du dimanche 12 juillet 2020, un corps sans vie a été retrouvé dans la rivière Lubumbashi à la hauteur du pont Tshondo. Ce matin de lundi 13 juillet 2020 deux autres corps sans vie ont été retrouvés dans la même rivière » Le gouvernement provincial déplore cette situation « insupportable et inadmissible (...) Notre ville ne peut en aucun cas devenir un champ de bataille. Le gouvernement provincial présente ses condoléances les plus attristées aux familles éprouvées » Le parquet général près la Cour d'appel du Haut-Katanga a ouvert les enquêtes pour élucider les circonstances de ces différentes morts.

Nord-Kivu : les groupes armés qui se sont rendus à l'armée reprennent des exactions sur la population à Lubero. Le Lieutenant Antony Mwalushayi cite l'exemple du groupe dirigé par le général auto proclamé Kabido qui, d'après lui, continue de commettre des exactions dans des villages sous son contrôle. Selon lui, les groupes armés qui ont repris les atrocités après avoir signé la déclaration de la volonté de reddition en territoire de Lubero seront traqués par les Fardc. Les Fardc ont lancé la semaine dernière à Lubero, une opération contre ces miliciens. Bilan : dix assaillants tués et des militaires blessés.

Mercredi 15 juillet.

Coronavirus en RDC : 28 nouveaux cas confirmés, 35 nouvelles personnes sorties guéries mardi 14 juillet. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 8.163. Au total, il y a eu 192 et 3.983 personnes guéries.

Coronavirus : le gouvernement du Kasai promet de payer les agents déployés à la frontière angolaise. « On ne peut pas laisser quelqu'un travailler aussi dur pour combattre le Coronavirus », fait savoir le ministre de l'Intérieur du Kasai, Deller Kawino. La réponse de l'exécutif provincial fait suite à la grogne des agents de santé déployés aux postes frontaliers pour surveiller les mouvements de population afin de prévenir la propagation de la pandémie dans les zones de santé de Kamonia et Mutena. Lundi et mardi 14 juillet, ces agents n'ont pas travaillé pour exiger d'être payés. Depuis leur déploiement aux différents postes frontaliers avec l'Angola en avril, ils disent n'avoir rien perçu. Il s'agit au total de près de 40 personnes déployées dans 12 points de contrôle à la frontière avec l'Angola.

Uvira : les sinistrés des inondations d'avril sollicitent le curage des rivières. Ces rivières étaient à l'origine des dégâts énormes et de pertes en vies humaines pendant la catastrophe. Pour ce faire, plusieurs dizaines de ces sinistrés sont descendus mardi 14 juillet dans la rue pour une marche pacifique dispersée par la police. Leurs représentants ont tout de même réussi à présenter leurs doléances au secrétariat de la mairie d'Uvira. Cette marche dite pacifique a été soutenue par la nouvelle société civile congolaise. « Nous demandons à la mairie de faire le dragage de sable dans toutes les avenues de la commune de Mulongwe. Mais pour le gouvernement central nous demandons le curage et le lotissement des sinistrés qui sont encore dans des écoles ». Le petit groupe des représentants des sinistrés s'est entretenu avec le commandant de la police district d'Uvira, le colonel Gilbert Serushago qui a réussi à apaiser les esprits surchauffés.

Maniema : les chimpanzés menacés d'extinction dans le parc national de la Lomami (ONG). A l'occasion de la Journée mondiale de la Conservation des Chimpanzés célébrée le 14 juillet, le coordonnateur de l'ONG Observateur Congolais pour la Gouvernance locale, a pointé du doigt notamment les activités de braconnage et des incursions des hommes armés. Il a recommandé à cette occasion des efforts collectifs pour préserver les chimpanzés en tant qu'un patrimoine congolais.

Kinshasa : l'OSCEP pour la création d'un parquet national financier pour lutter contre la corruption en RDC. Cela a été, au centre du débat, organisé samedi 11 juillet à Kinshasa à l'occasion de la célébration de la journée africaine de la lutte contre la corruption dont le thème retenu était "combattre la corruption par des systèmes judiciaires efficaces et efficaces".

Le professeur Raphaël Nyabirungu, s'inspirant de l'expérience française, propose la création d'un parquet national financier. "Le procureur général près la Cour de cassation a, dans ses attributions, le pouvoir de créer, notamment, une section au sein des parquets qui existent, laquelle section qui devra être composée de magistrats qui vont réellement travailler que sur cette question", a expliqué le président de l'ACAJ. Le directeur de l'OSCEP, Pr Augustin Mwendambali, de son côté, s'est félicité des avancées engrangées en une année, dans la lutte contre la corruption en RDC.

Mbuji-Mayi : le maire interdit l'inhumation illicite des morts le long des rivières Muya et Kanshi. "Depuis un temps, on enterre sans tenir compte des normes hygiéniques et aussi de la loi. La loi voudrait que toute personne qui meurt, puisse être déclarée par le service médical et que après ça soit confirmé par les autorités politico-administratives et qu'il obtienne l'autorisation d'inhumation c'est-à-dire on doit l'enregistrer en lui donnant un numéro dans un registre des gens qui sont

décédés. C'est cette situation-là qui ne se fait pas très bien à Mbuji-Mayi", a déclaré le maire. Il a enfin mis en garde tous les récalcitrants et demande aux services de sécurité de veiller à la stricte application de ces mesures.

Kwango : les compositeurs des chansons de sensibilisation contre la covid-19 réclament leurs honoraires. Ces artistes compositeurs des spots et chansons de sensibilisation contre le coronavirus au Kwango ont assiégé lundi les bureaux de la division provinciale de la communication et de la santé pour réclamer leur paiement. « Nous réclamons notre argent, nous réclamons notre cachet que la coordination de riposte nous doit. Nous réclamons dix mille dollars que la coordination de riposte doit à la CECREAPRO ». Contacté à ce sujet, le chef de division provinciale de la communication reconnaît que « l'argent était logé sur le compte de la santé mais sous la rubrique de la communication et a été utilisé ... ». Le chef de division provinciale de la santé du Kwango, Dr Aimé Kayolo, a quant à lui rassuré la paie de ces musiciens.

Kinshasa : hausse des prix des denrées de première nécessité. Cette hausse du prix des produits est observée dans la vente des vivres frais comme le poulet, le poisson chinchards très prisés par les Kinois. Mais aussi le lait, la semoule de maïs, le riz et autres. « Je ne gagne plus rien ; comment vais-je nourrir les enfants et payer le loyer ? », s'interroge une vendeuse. Du côté des acheteurs, la tâche est aussi compliquée. « Il faut que les autorités du pays trouvent une solution pour stopper la chute du franc congolais (1 \$ US = 2000 Fr) ; et que la situation sanitaire s'améliore pour la réouverture des frontières », ont-ils exigé.

Le gouvernement exige aux opérateurs économiques de rapatrier des devises des exportations. Les membres du Comité de Conjoncture Économique sous la direction du 1er ministre Ilunga Ilunkamba ont, au cours de la réunion tenue mardi 14 juillet, constaté la surchauffe sur le marché de change avec comme conséquence l'augmentation des prix sur le marché. Selon la déclaration faite à l'issue de la réunion, cette situation est consécutive à la baisse de mobilisation des recettes de l'État en cette période marquée par la pandémie de la COVID-19. « Heureusement que les appuis budgétaires du FMI et les émissions des bons du trésor viennent atténuer un choc qui aurait pu être plus violent », a reconnu le vice-premier Ministre et ministre du Budget, Jean-Baudouin Mayo Mambembe. D'après lui, l'une des mesures prises pour faire face à la situation est l'instruction donnée par le premier Ministre Ilunga Ilunkamba aux opérateurs économiques relative au rapatriement des devises des exportations des Opérateurs Économiques, et à plus de rigueur dans la délivrance des exonérations à l'importation. En ce qui concerne le Secteur Minier, poursuit le ministre du budget, il a été noté un bon comportement des prix des certains produits miniers, notamment le Cuivre, le Cobalt, l'Étain, le Diamant et l'Or, ce qui devrait avoir des effets bénéfiques sur les recettes.

Ituri : 23 personnes tuées et 45 autres prises en otage par les ADF, dans plusieurs villages de la chefferie de Banyali-Tchabi dans le Sud du territoire d'Irumu. Parmi les personnes tuées, il y a une dizaine de femmes et quatre enfants. La société civile de Tchabi indique que depuis le 22 juin 2020, des hommes armés identifiés aux rebelles des ADF multiplient les attaques dans plusieurs villages. Il s'agit de Bukaka, Bwakati, Batonga, Busiyo et Kyamata. Plus de 45 personnes ont été emmenées de force en brousse vers la région de Kainama du côté du Nord-Kivu depuis le début de ces atrocités.

Butembo : une dizaine des militaires mise à la disposition du commandement de l'opération Sokola 1. Une dizaine de militaires vivant en situation irrégulière dans la ville de Butembo (Nord-Kivu) ont été mis mardi 14 juillet à la disposition du commandement de l'opération Sokola 1. L'objectif de ladite opération était d'appréhender tous les militaires qui sont en situation irrégulière, soupçonnés le plus souvent de faire partie des bandits armés qui opèrent dans la ville.

Kananga : les anciens agents de la DGRKAC réclament leur salaire et réintégration au service. Dans une lettre adressée mardi 14 juillet au président de l'Assemblée provinciale, ils disent avoir été chassés arbitrairement par le gouvernement provincial, alors qu'ils se considèrent comme agents de carrière suivant les textes créant la régie provinciale de recettes. Indiquant que cette question a fait partie de griefs pour lesquels le gouvernement Kabuya a été déchu, Jodel Nkashama, l'un d'eux a appelé l'organe délibérant de la province à s'impliquer pour que leur problème soit résolu. A l'Assemblée provinciale, le président intérimaire, Matthieu Ntolo, a déclaré que le dossier sera examiné pour savoir ce qui s'est réellement passé.

Nord-Kivu : le CEPADHO dénonce la complicité des Maï-Maï aux côtés des ADF dans la tuerie des civils à Beni. Le vice-président du Centre d'Etudes pour la Promotion de la Paix, la Démocratie et les Droits de l'homme, encourage le Chef de l'État à poursuivre son engagement à neutraliser tous les groupes armés qui constituent une sérieuse menace permanente contre la paix et la sécurité en RDC et particulièrement dans la région de Beni. "Nous dénonçons les cas de massacres des civils, des enlèvements perpétrés par les ADF curieusement avec la complicité de certains groupes Maï Maï en particulier le groupe Maï Maï Kiambenga qui s'observe au nord-ouest du territoire de Beni ».

Trois corps sans vie retrouvés à Lubumbashi : plaidoyer pour l'ouverture des enquêtes. Le député national Coco Jacques Mulongo et six ONG de défense des droits de l'homme plaident pour l'ouverture des enquêtes sur le dossier des corps sans vie retrouvés dans la rivière Lubumbashi dans le Haut-Katanga. Selon eux, il s'agit des militants de l'UDPS, le parti présidentiel, tués et jetés dans la rivière. Le député Mulongo, élu de Lubumbashi sur la liste de l'UDPS demande que les vrais auteurs et commanditaires de ces tueries soient trouvés. Dans le même registre six ONG de défense des droits de l'homme, ont dans un communiqué, placés les autorités devant leurs responsabilités pour que pareils actes ne restent pas impunis.

ACAJ appelle à la transparence dans le dossier Global Witness et PPLAAF contre Dan Gettler et Afriland first bank. L'Association congolaise pour l'accès à la Justice (ACAJ) invite Global Witness et PPLAAF à produire ses preuves à charge d'Afriland First Bank CD et de Dan Gettler devant la justice française. Elle a lancé cet appel, mercredi 15 juillet, lors d'une conférence de presse organisée mercredi 15 juillet à Kinshasa. Dans son rapport intitulé « Des sanctions, Mines de rien » publié mercredi 1er juillet, Global Witness et PPLAAF (, la plateforme de lanceurs d'alertes d'Afrique) ont recommandé au gouvernement congolais d'adopter des mesures conservatoires contre Dan Gertler, l'homme d'affaires Israélien accusé de blanchiment des capitaux. Ce rapport ordonne aussi la saisie et le gel de tous les biens lui appartenant. Pour l'ACAJ, les incriminés dans le blanchiment, devraient aussi aider les instances judiciaires saisies à obtenir les moyens de défense en leur possession pour fixer le peuple congolais en donnant toute la transparence nécessaire dans ce dossier. Citée dans le rapport de Global Witness et PPLAAF sur Dan Ketler et le pillage des ressources naturelles en RDC, Afriland Firsrt Bank porte plainte à Paris contre ces ONG. Elle parle des documents bancaires volés en son sein et falsifiés afin d'incriminer son client Dan Gertler.

Ebola à Mbandaka : la population hostile aux activités de riposte à Air-Congo, bastion de l'épidémie. Air Congo compte le nombre élevé des décès communautaires. Depuis l'annonce le 1er juin dernier de la résurgence du virus Ebola, l'épidémie a déjà atteint 6 zones de santé. Il y a un cumul de 52 cas positifs, dont 21 décès et 11 guéris. En dehors de la résistance communautaire, les équipes de riposte sont aussi butées aux difficultés de mobilité et de communication dans la zone de santé de Bolomba. La mission inter-agence ACF, OCHA, OMS et UNICEF, qui s'y est rendue le mardi, a noté la faible mobilité des équipes de riposte à travers les 29 aires de santé que compte la zone. Ce qui retarde l'acheminement des prélèvements autant que la communication des résultats des tests. D'où la nécessité d'installer un laboratoire à Bolomba, préconise Ocha.

Tshopo : l'ICCN dénonce la spoliation du jardin zoologique et botanique de Kisangani, par des populations riveraines. Des champs y sont cultivés de même que l'enterrement illicite des personnes décédées. « Il y a toute une étendue de la concession ou l'on trouve et les cimetières et les constructions et même les champs qui sont faits par les gens qui l'entourent ». « Actuellement, nous sommes en train de prendre contact avec les communautés locales parce qu'au début on nous disait que c'étaient les communautés locales, qui avaient vendu une partie du zoo. Mais quand nous avons commencé les négociations avec ceux qu'on appelle les ayants droit, ils nous ont fait voir que ce ne sont pas eux, c'est par contre un monsieur qui représente le chef de chefferie ici qui se permet de vendre la concession avec la complicité de certains services de l'Etat », dénonce le directeur provincial de l'ICCN. Il plaide aussi pour la réhabilitation de ce jardin. Il reconnaît néanmoins que ce site de 84 hectares, créé depuis 1951, est devenu aujourd'hui très vétuste, « pas seulement au niveau des animaux mais aussi de toutes les infrastructures, voire du personnel ».

www.africafundacion.org



conecta con África



conecta con África



conecta con África



informaci[ON]
ilusi[ON]
difusi[ON]
concienci[ON]
pasi[ON] [ON]



conecta con África



conecta con África



conecta con África